

NOTICE

15677

déposée au Greffe du Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg en exécution de l'article 80 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et en application de la loi du 23 novembre 1972 portant adaptation de la loi du 10 août 1915 concernant le régime des sociétés commerciales en vue de l'admission à la Cote Officielle de la Bourse de Luxembourg de l'emprunt de LUF 2.000.000.000.- 4,50% / 6,375% 1998/2003/2008 émis par la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat (l'"Emetteur").

L'EMETTEUR

(BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG
Siège Social: 1, place de Metz
L-2954 LUXEMBOURG
R.C. LUX. No B 30775

Organisation de la Banque

I) Constitution

Instaurée à l'aube de l'industrialisation et du "décollage" de l'économie luxembourgeoise par la loi du 21 février 1856, sous la dénomination de CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT DU GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG, la BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG, constitue le plus ancien institut financier du Luxembourg. En vertu d'un arrêté ministériel du 12 avril 1972, elle était autorisée à faire suivre son nom de la mention "Banque de l'Etat". Aux termes de la loi du 16 juin 1930, la BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG, est un établissement public autonome doté de la personnalité juridique et elle jouit de l'autonomie financière d'administration et de gestion.

Dans le cadre de la loi du 24 mars 1989 portant sur la réforme du statut et des organes de la Banque, la dénomination actuelle de "BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG" a été adoptée.

En même temps elle est la seule banque importante à capital exclusivement luxembourgeois.

II) Objet social

La Banque a pour objet de faire, seule, ou en participation, soit pour elle-même soit pour compte de tiers avec toute personne physique ou juridique, toutes opérations bancaires et financières ainsi que toutes opérations analogues, connexes ou accessoires à celles-ci.

La Banque peut faire en outre toutes autres opérations se rattachant directement ou indirectement à son objet ou tendant à favoriser la réalisation de celui-ci.

III) Siège social

Le siège social est établi à Luxembourg, 1, place de Metz. Par décision du conseil d'administration, la Banque peut établir des filiales, succursales, sièges administratifs, bureaux de représentation, agences et autres établissements dans le Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

IV) Année sociale

L'année sociale commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

V) Fonds propres

Le capital souscrit de la Banque atteint sept milliards (7.000.000.000) de francs et appartient à l'Etat.

Les fonds propres de base (tier 1 capital) comprenant le capital social, les réserves, le fonds pour risques bancaires généraux et le bénéfice de l'exercice 1997 non encore affecté aux réserves atteignent LUF 30.190.138.887.

La Banque a émis les emprunts obligataires subordonnés suivants:

LUF	1.500.000.000	9 %	1992-2000
LUF	500.000.000	8 1/8 %	1992-2000
LUF	1.000.000.000	7 1/4 %	1993-2001
LUF	1.000.000.000	7 %	1993-2003
LUF	1.200.000.000	7 7/8 %	1994-2004
LUF	1.500.000.000	8 3/8 %	1994-2004
LUF	2.000.000.000	7 %	1995-2005
LUF	2.000.000.000	5,75 % - 7 % - 9 %	1996-2006
LUF	2.000.000.000	6 %	1997-2007
LUF	2.000.000.000	4,50 % - 6,375%	1998-2008 (le présent emprunt)

VI) Personnel

Au 31 décembre 1996 la BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG, occupait un effectif de 1.763 personnes.

VII) Agences

La Banque dispose de 101 agences au Grand-Duché de Luxembourg.

VIII) Activités

Dans les limites fixées par ou en vertu des lois et règlements applicables aux établissements de crédits, la Banque a pour objet de faire, seule ou en participation, soit pour elle-même soit pour compte de tiers, avec toute personne, physique ou juridique, toutes opérations bancaires et financières ainsi que toutes opérations analogues, connexes ou accessoires à celles-ci.

En tant que banque d'Etat, la BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG a pour vocation de contribuer par ses activités, en particulier par ses activités de financement, au développement économique et social du pays dans toutes les domaines et de promouvoir l'épargne sous toutes ses formes.

Ainsi, en tant que banque univeselle, la BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG, offre à sa clientèle nationale et internationale l'ensemble de services bancaires que celle-ci est aujourd'hui en droit d'attendre d'un intermédiaire financier.

Dans le cadre du développement de ses activités internationales, la Banque entretient des bureaux de représentant à Singapour et à New York.

Sur le plan du clearing international, la BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG, est membre des deux systèmes de clearing international des valeurs mobilières CEDEL BANK S.A. et EUROCLEAR; pour ce dernier système, elle joue un rôle très actif comme banque dépositaire, et ce depuis sa création en 1968. La Banque fait en outre partie du groupe de banques européennes constitué en 1983 pour créer et opérer un système de clearing interbancaire en ECU.

En dehors de son intervention dans la constitution et la domiciliation de sociétés holdings, la BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG, remplit la fonction de banque domiciliatrice et/ou de banque dépositaire de plusieurs fonds d'investissement.

CONDITIONS DE L'EMPRUNT

L'émission du présent emprunt (l'"Emprunt") a été autorisée par le Conseil d'Administration de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg (la "Banque") dans sa séance du 11 février 1998 et approuvée par décision du Conseil de Gouvernement dans sa séance du 13 mars 1998. Les conditions et modalités des obligations (l'(es) "Obligation(s)") de l'Emprunt ont été approuvées par le Conseil d'Administration au cours de sa réunion du 17 juin 1998.

Par le fait de souscrire à l'Emprunt ou d'acquérir des Obligations, les obligataires sont censés connaître et accepter toutes les dispositions et conditions de l'Emprunt ci-après qui seront reproduites sur les titres.

I) Montant nominal et titres

Le montant nominal de l'Emprunt est de 2.000.000.000 (deux milliards) de francs luxembourgeois (le franc luxembourgeois étant désigné ci-après par le mot "franc").

Les Obligations seront représentées par des titres au porteur en coupures de 50.000 et 500.000 francs.

II) Intérêts

Les Obligations sont productives d'intérêts à partir du 10 septembre 1998. Elles sont munies de coupons payables le 10 septembre de chaque année. Le premier coupon viendra à échéance le 10 septembre 1999.

Les intérêts seront calculés comme suit: 4,50% du 10 septembre 1998 inclus au 10 septembre 2003 exclu; 6,375% du 10 septembre 2003 inclus au 10 septembre 2008 exclu.

Le montant des intérêts payés en 1999, 2000, 2001, 2002 et 2003 sera de LUF 2.250 pour les coupures de LUF 50.000 et de LUF 22.500 pour les coupures de LUF 500.000. Le montant des intérêts payés en 2004, 2005, 2006, 2007 et 2008 sera de LUF 3.187 pour les coupures de LUF 50.000 et de LUF 31.875 pour les coupures de LUF 500.000.

S'il s'avérait nécessaire de calculer les intérêts pour une période différente d'une année, les intérêts seraient calculés sur la base d'une année de 360 jours comprenant 12 mois de 30 jours chacun.

III) Remboursement

Sous réserve des dispositions de l'article V ci-après, la Banque s'engage à rembourser l'Emprunt au pair le 10 septembre 2008.

Dans le cadre de ses activités ordinaires de négociant en titres, la Banque pourra à tout moment acheter des Obligations à n'importe quel prix sur le marché ou de gré à gré. Les achats d'Obligations effectués dans un autre contexte devront être autorisés préalablement par l'Institut Monétaire Luxembourgeois et les Obligations ainsi rachetées, munies de tous les coupons y afférents non encore échus, ne pourront plus être réémises ou revendues, mais seront annulées.

Dans les conditions stipulées à l'article V b), la Banque se réserve le droit, moyennant un préavis de 30 jours au moins, de rembourser par anticipation la totalité de l'Emprunt.

IV) Paiement des intérêts et remboursement du principal

Les paiements des intérêts et le remboursement du principal, selon le cas, seront effectués au porteur sur présentation des coupons échus ou des Obligations remboursables aux guichets de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, sous réserve des lois et réglementations en vigueur au Grand Duché de Luxembourg.

La Banque ne sera pas tenue de vérifier la capacité ou le droit des porteurs d'Obligations ou de coupons.

Les Obligations remboursables cesseront de porter intérêt à partir de la date prévue pour leur remboursement.

Dans le cas d'un remboursement anticipé, les Obligations présentées au remboursement doivent être munies de tous leurs coupons non échus à la date effective de remboursement; le montant global des coupons non échus manquants sera déduit du capital à rembourser; le montant ainsi déduit sera toutefois payé contre remise des coupons manquants avant l'entrée en vigueur de la prescription telle que prévue au point VII ci-dessous.

Au cas où la date de paiement d'un montant en principal ou en intérêts des Obligations ne serait pas un jour ouvrable, les porteurs d'Obligations et/ou de coupons n'auront droit au paiement que le jour ouvrable suivant, sans que ce délai ne donne droit à un intérêt additionnel. Un jour est ouvrable à Luxembourg lorsque les guichets des banques y sont accessibles au public.

La Banque maintiendra un agent payeur à Luxembourg pendant toute la durée de l'Emprunt.

V) Régime fiscal

- a) Les intérêts et les plus-values produits par les Obligations du présent Emprunt sont passibles de l'impôt sur le revenu dans le chef des contribuables luxembourgeois conformément aux dispositions légales en vigueur.

Les Obligations sont passibles d'autre part de l'impôt sur la fortune dans le chef des contribuables luxembourgeois conformément aux dispositions légales régissant l'impôt sur la fortune.

Actuellement, les paiements de coupons et le remboursement des Obligations sont effectués par la Banque sans déduction des taxes, impôts ou autres charges prélevés au Grand-Duché de Luxembourg.

Si la Banque était forcée par la loi d'opérer une déduction au titre d'impôts ou taxes, présents ou futurs, imposés ou prélevés par le Grand-Duché de Luxembourg ou toute autre autorité fiscale luxembourgeoise, la Banque s'engage irrévocablement à payer les sommes additionnelles qui

pourraient être nécessaires pour que tout paiement des intérêts ainsi que tout remboursement du principal sur chaque Obligation soient équivalents, après pareille déduction, aux montants dûs tels qu'imprimés sur les coupons et Obligations.

Aucun paiement additionnel ne sera fait:

- (i) dans le cas où le porteur a d'autres liens avec le Grand Duché de Luxembourg que le seul fait de détenir l'Obligation ou le coupon ou d'en toucher un revenu;
 - (ii) plus de 30 jours après la date normale de paiement.
- b) Si un changement dans les lois et règlements du Grand Duché de Luxembourg ou d'une autorité fiscale luxembourgeoise, ou un changement dans l'application des lois et règlements avait pour effet d'obliger la Banque à payer des montants additionnels conformément aux dispositions susmentionnées, la Banque aura la faculté de rembourser anticipativement à tout moment la totalité des Obligations alors en circulation, au pair de leur valeur nominale majoré des intérêts courus à la date du remboursement, moyennant un avis suivant les dispositions de l'article XI ci-après et pour autant qu'elle en ait reçu l'autorisation préalable de l'Institut Monétaire Luxembourgeois.

VI) Subordination

Les Obligations constituent des engagements directs, inconditionnels et subordonnés de la Banque et ne sont assorties d'aucune garantie réelle.

Les Obligations sont subordonnées à toutes autres dettes actuelles et futures de la Banque envers les tiers - à l'exception de toutes dettes qui seraient elles-mêmes subordonnées - en ce sens que les Obligations seront inférieures en rang à toutes dettes exigibles de la Banque et même à toutes dettes non exigibles, en cas de concordat judiciaire ou amiable, exécution pour saisie et en cas de mise en liquidation de la Banque (excepté dans le cadre d'une absorption par une autre société assumant l'actif et le passif de la Banque) et ne pourront être remboursées qu'après apurement complet en principal et intérêts de ces autres dettes exigibles ou même non-exigibles dans les cas ci-avant visés.

Il en résulte que, jusqu'à leur terme de remboursement, les Obligations peuvent être considérées par tous les créanciers de la Banque et par les bénéficiaires d'engagements de celle-ci comme un complément de ses fonds propres conformément à la circulaire 96/127 de l'Institut Monétaire Luxembourgeois concernant l'assimilation d'un emprunt subordonné aux moyens propres.

Les Obligations viennent à rang égal sans aucun droit de priorité pour des raisons de date d'émission, devise de paiement ou autres, entre elles-mêmes et avec toutes autres dettes subordonnées présentes ou futures de la Banque.

VII) Prescription

Les coupons se prescrivent cinq ans après leur échéance et les Obligations dix ans après la date fixée pour leur remboursement.

VIII) Cotation en bourse

L'admission des Obligations à la cote officielle de la Bourse de Luxembourg a été demandée.

IX) Remplacement d'Obligations et de coupons

Lorsqu'une Obligation ou un coupon se trouveront détériorés, détruits, volés ou perdus, ils pourront être remplacés, la Banque se réservant le droit de déterminer les conditions de preuve et les garanties à lui fournir par les porteurs, ainsi que les frais à leur charge, sans préjudice de la loi du 16 mai 1891 concernant la perte des titres au porteur. Les demandes de remplacement peuvent être déposées aux guichets de la Banque.

Dans tous les cas de détérioration d'Obligations ou de coupons, ceux-ci devront être restitués à la Banque avant la délivrance d'une nouvelle Obligation ou d'un nouveau coupon.

X) Représentation des obligataires

Conformément à la loi du 9 avril 1987 concernant la représentation des obligataires modifiant les articles 86 à 95 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, un ou plusieurs représentants de la masse des obligataires, ayant pour mission de représenter les intérêts des Obligataires vis-à-vis de la Banque, peuvent être désignés par l'assemblée générale des obligataires pendant la durée de l'Emprunt.

XI) Avis

Tous les avis aux porteurs des Obligations seront faits par publication au "Luxemburger Wort" et dans la mesure où la loi l'exige, au Mémorial, Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

XII) Droit applicable et juridiction

Le présent Emprunt est régi par et doit être interprété conformément aux lois du Grand Duché de Luxembourg.

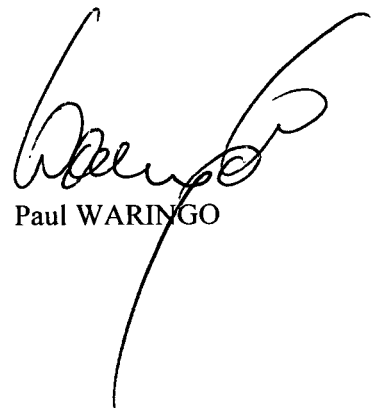
Tout différend entre les obligataires d'une part, et la Banque d'autre part, auquel le présent Emprunt pourrait donner lieu, sera soumis à la compétence exclusive des tribunaux de la Ville de Luxembourg.

Luxembourg, le 7 septembre 1998

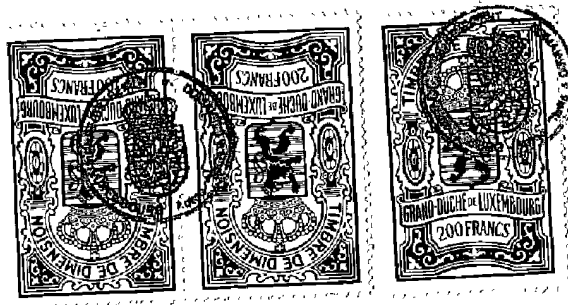
BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT
LUXEMBOURG



Julien SCHROEDER



Paul WARINGO



- 8 SEP. 1998

Enregistré à Luxembourg A.C., le _____

Vol.: 511 fol.: 68 case: 10

Reçu cinq cents francs.

fr. 500.-

Le Receveur,
Joseph MÜLLER

Déposé au registre de commerce
et des sociétés de Luxembourg

le 10 SEP. 1998

le préposé: 

NOTICE

déposée au Greffe du Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg en exécution de l'article 80 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et en application de la loi du 23 novembre 1972 portant adaptation de la loi du 10 août 1915 concernant le régime des sociétés commerciales en vue de l'admission à la Cote Officielle de la Bourse de Luxembourg de l'emprunt de **LUF 2.000.000.000.- 6% 1997/2007** émis par la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat (l'"Emetteur").

L'EMETTEUR

BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG
Siège Social: 1, place de Metz
L-2954 LUXEMBOURG
R.C. LUX. No B 30775

Organisation de la Banque**I) Constitution**

Instaurée à l'aube de l'industrialisation et du "décollage" de l'économie luxembourgeoise par la loi du 21 février 1856, sous la dénomination de CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT DU GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG, la BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG, constitue le plus ancien institut financier du Luxembourg. En vertu d'un arrêté ministériel du 12 avril 1972, elle était autorisée à faire suivre son nom de la mention "Banque de l'Etat". Aux termes de la loi du 16 juin 1930, la BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG, est un établissement public autonome doté de la personnalité juridique et elle jouit de l'autonomie financière d'administration et de gestion.

Dans le cadre de la loi du 24 mars 1989 portant sur la réforme du statut et des organes de la Banque, la dénomination actuelle de "BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG" a été adoptée.

En même temps elle est la seule banque importante à capital exclusivement luxembourgeois.

II) Objet social

La Banque a pour objet de faire, seule, ou en participation, soit pour elle-même soit pour compte de tiers avec toute personne physique ou juridique, toutes opérations bancaires et financières ainsi que toutes opérations analogues, connexes ou accessoires à celles-ci.

La Banque peut faire en outre toutes autres opérations se rattachant directement ou indirectement à son objet ou tendant à favoriser la réalisation de celui-ci.

III) Siège social

Le siège social est établi à Luxembourg, 1, place de Metz. Par décision du conseil d'administration, la Banque peut établir des filiales, succursales, sièges administratifs, bureaux de représentation, agences et autres établissements dans le Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

IV) Année sociale

L'année sociale commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

V) Fonds propres

Le capital souscrit de la Banque atteint sept milliards (7.000.000.000) de francs et appartient à l'Etat.

Les fonds propres de base (tier 1 capital) comprenant le capital social, les réserves, le fonds pour risques bancaires généraux et le bénéfice de l'exercice 1996 non encore affecté aux réserves atteignent (***).

La Banque a émis les emprunts obligataires subordonnés suivants:

LUF	1.000.000.000	9 %	1991-1998
LUF	1.500.000.000	9 %	1992-2000
LUF	500.000.000	8 1/8 %	1992-2000
LUF	1.000.000.000	7 1/4 %	1993-2001
LUF	1.000.000.000	7 %	1993-2003
LUF	1.200.000.000	7 7/8 %	1994-2004
LUF	1.500.000.000	8 3/8 %	1994-2004
LUF	2.000.000.000	7 %	1995-2005
LUF	2.000.000.000	5,75 % - 7 % - 9 %	1996-2006
LUF	2.000.000.000	6 %	1997-2007 (le présent emprunt)

VI) Personnel

Au 31 décembre 1996 la BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG, occupait un effectif de 1.763 personnes.

VII) Agences

La Banque dispose de 101 agences au Grand-Duché de Luxembourg.

VIII) Activités

Dans les limites fixées par ou en vertu des lois et règlements applicables aux établissements de crédits, la Banque a pour objet de faire, seule ou en participation, soit pour elle-même soit pour compte de tiers, avec toute personne, physique ou juridique, toutes opérations bancaires et financières ainsi que toutes opérations analogues, connexes ou accessoires à celles-ci.

En tant que banque d'Etat, la BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG a pour vocation de contribuer par ses activités, en particulier par ses activités de financement, au développement économique et social du pays dans toutes les domaines et de promouvoir l'épargne sous toutes ses formes.

Ainsi, en tant que banque univeselle, la BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG, offre à sa clientèle nationale et internationale l'ensemble de services bancaires que celle-ci est aujourd'hui en droit d'attendre d'un intermédiaire financier.

Dans le cadre du développement de ses activités internationales, la Banque entretient des bureaux de représentant à Singapour et à New York.

Sur le plan du clearing international, la BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG, est membre des deux systèmes de clearing international des valeurs mobilières CEDEL BANK S.A. et EUROCLEAR; pour ce dernier système, elle joue un rôle très actif comme banque dépositaire, et ce depuis sa création en 1968. La Banque fait en outre partie du groupe de banques européennes constitué en 1983 pour créer et opérer un système de clearing interbancaire en ECU.

En dehors de son intervention dans la constitution et la domiciliation de sociétés holdings, la BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG, remplit la fonction de banque domiciliatrice et/ou de banque dépositaire de plusieurs fonds d'investissement.

CONDITIONS DE L'EMPRUNT

L'émission du présent emprunt (l'"Emprunt") a été autorisée par le Conseil d'Administration de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg (la "Banque") dans sa séance du 19 février 1997 et approuvée par décision du Conseil de Gouvernement dans sa séance du 21 mars 1997. Les conditions et modalités des obligations (l'(es) "Obligation(s)") de l'Emprunt ont été approuvées par le Conseil d'Administration au cours de sa réunion du 17 septembre 1997.

Par le fait de souscrire à l'Emprunt ou d'acquérir des Obligations, les obligataires sont censés connaître et accepter toutes les dispositions et conditions de l'Emprunt ci-après qui seront reproduites sur les titres.

I) Montant nominal et titres

Le montant nominal de l'Emprunt est de 2.000.000.000 (deux milliards) de francs luxembourgeois (le francs luxembourgeois étant désigné ci-après par le mot "franc").

Les Obligations seront représentées par des titres au porteur en coupures de 50.000 et 500.000 francs.

II) Intérêts

Les Obligations sont productives d'intérêts à partir du 28 novembre 1997. Elles sont munies de coupons payables le 28 novembre de chaque année. Le premier coupon viendra à échéance le 28 novembre 1998.

Les intérêts seront calculés au taux de 6%.

Le montant des intérêts payés sera de LUF 3.000 pour les coupures de LUF 50.000 et de LUF 30.000 pour les coupures de LUF 500.000.

S'il s'avérait nécessaire de calculer les intérêts pour une période différente d'une année, les intérêts seraient calculés sur la base d'une année de 360 jours comprenant 12 mois de 30 jours chacun.

III) Remboursement

Sous réserve des dispositions de l'article V ci-après, la Banque s'engage à rembourser l'Emprunt au pair le 28 novembre 2007.

Dans le cadre de ses activités ordinaires de négociant en titres, la Banque pourra à tout moment acheter des Obligations à n'importe quel prix sur le marché ou de gré à gré. Les achats d'Obligations effectués dans un autre contexte devront être autorisés préalablement par l'Institut Monétaire Luxembourgeois et les Obligations ainsi rachetées, munies de tous les coupons y afférents non encore échus, ne pourront plus être réémises ou revendues, mais seront annulées.

Dans les conditions stipulées à l'article V b), la Banque se réserve le droit, moyennant un préavis de 30 jours au moins, de rembourser par anticipation la totalité de l'Emprunt.

IV) Paiement des intérêts et remboursement du principal

Les paiements des intérêts et le remboursement du principal, selon le cas, seront effectués au porteur sur présentation des coupons échus ou des Obligations remboursables aux guichets de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, sous réserve des lois et réglementations en vigueur au Grand Duché de Luxembourg.

La Banque ne sera pas tenue de vérifier la capacité ou le droit des porteurs d'Obligations ou de coupons.

Les Obligations remboursables cesseront de porter d'intérêt à partir de la date prévue pour leur remboursement.

Dans le cas d'un remboursement anticipé, les Obligations présentées au remboursement doivent être munies de tous leurs coupons non échus à la date effective de remboursement; le montant global des coupons non échus manquants sera déduit du capital à rembourser; le montant ainsi déduit sera toutefois payé contre remise des coupons manquants avant l'entrée en vigueur de la prescription telle que prévue au point VII ci-dessous.

Au cas où la date de paiement d'un montant en principal ou en intérêts des Obligations ne serait pas un jour ouvrable, les porteurs d'Obligations et/ou de coupons n'auront droit au paiement que le jour ouvrable suivant, sans que ce délai ne donne droit à un intérêt additionnel. Un jour est ouvrable à Luxembourg lorsque les guichets des banques y sont accessibles au public.

La Banque maintiendra un agent payeur à Luxembourg pendant toute la durée de l'Emprunt.

V) Régime fiscal

- a) Les intérêts et les plus-values produits par les Obligations du présent Emprunt sont passibles de l'impôt sur le revenu dans le chef des contribuables luxembourgeois conformément aux dispositions légales en vigueur.

Les Obligations sont passibles d'autre part de l'impôt sur la fortune dans le chef des contribuables luxembourgeois conformément aux dispositions légales régissant l'impôt sur la fortune.

Actuellement, les paiements de coupons et le remboursement des Obligations sont effectués par la Banque sans déduction des taxes, impôts ou autres charges prélevés au Grand-Duché de Luxembourg.

Si la Banque était forcée par la loi d'opérer une déduction au titre d'impôts ou taxes, présents ou futurs, imposés ou prélevés par le Grand-Duché de Luxembourg ou toute autre autorité fiscale luxembourgeoise, la Banque s'engage irrévocablement à payer les sommes additionnelles qui pourraient être nécessaires pour que tout paiement des intérêts ainsi que tout remboursement du principal sur chaque Obligation soient équivalents, après pareille déduction, aux montants dûs tels qu'imprimés sur les coupons et Obligations.

Aucun paiement additionnel ne sera fait:

- (i) dans le cas où le porteur a d'autres liens avec le Grand Duché de Luxembourg que le seul fait de détenir l'Obligation ou le coupon ou d'en toucher un revenu;
 - (ii) plus de 30 jours après la date normale de paiement.
- b) Si un changement dans les lois et règlements du Grand Duché de Luxembourg ou d'une autorité fiscale luxembourgeoise, ou un changement dans l'application des lois et règlements avait pour effet d'obliger la Banque à payer des montants additionnels conformément aux dispositions susmentionnées, la Banque aura la faculté de rembourser anticipativement à tout moment la totalité des Obligations alors en circulation, au pair de leur valeur nominale majoré des intérêts courus à la date du remboursement, moyennant un avis suivant les dispositions de l'article XI ci-après et pour autant qu'elle en ait reçu l'autorisation préalable de l'Institut Monétaire Luxembourgeois.

VI) Subordination

Les Obligations constituent des engagements directs, inconditionnels et subordonnés de la Banque et ne sont assorties d'aucune garantie réelle.

Les Obligations sont subordonnées à toutes autres dettes actuelles et futures de la Banque envers les tiers - à l'exception de toutes dettes qui seraient elles-mêmes subordonnées - en ce sens que les Obligations seront inférieures en rang à toutes dettes exigibles de la Banque et même à toutes dettes non exigibles, en cas de concordat judiciaire ou amiable, exécution pour saisie et en cas de mise en liquidation de la Banque (excepté dans le cadre d'une absorption par une autre société assumant l'actif et le passif de la Banque) et ne pourront être remboursées qu'après apurement complet en principal et intérêts de ces autres dettes exigibles ou même non-exigibles dans les cas ci-avant visés.

Il en résulte que, jusqu'à leur terme de remboursement, les Obligations peuvent être considérées par tous les créanciers de la Banque et par les bénéficiaires d'engagements de celle-ci comme un complément de ses fonds propres conformément à la circulaire 96/127 de l'Institut Monétaire Luxembourgeois concernant l'assimilation d'un emprunt subordonné aux moyens propres.

Les Obligations viennent à rang égal sans aucun droit de priorité pour des raisons de date d'émission, devise de paiement ou autres, entre elles-mêmes et avec toutes autres dettes subordonnées présentes ou futures de la Banque.

VII) Prescription

Les coupons se prescrivent cinq ans après leur échéance et les Obligations dix ans après la date fixée pour leur remboursement.

VIII) Cotation en bourse

L'admission des Obligations à la cote officielle de la Bourse de Luxembourg a été demandée.

IX) Remplacement d'Obligations et de coupons

Lorsqu'une Obligation ou un coupon se trouveront détériorés, détruits, volés ou perdus, ils pourront être remplacés, la Banque se réservant le droit de déterminer les conditions de preuve et les garanties à lui fournir par les porteurs, ainsi que les frais à leur charge, sans préjudice de la loi du 16 mai 1891 concernant la perte des titres au porteur. Les demandes de remplacement peuvent être déposées aux guichets de la Banque.

Dans tous les cas de détérioration d'Obligations ou de coupons, ceux-ci devront être restitués à la Banque avant la délivrance d'une nouvelle Obligation ou d'un nouveau coupon.

X) Représentation des obligataires

Conformément à la loi du 9 avril 1987 concernant la représentation des obligataires modifiant les articles 86 à 95 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, un ou plusieurs représentants de la masse des obligataires, ayant pour mission de représenter les intérêts des Obligations vis-à-vis de la Banque, peuvent être désignés par l'assemblée générale des obligataires pendant la durée de l'Emprunt.

XI) Avis

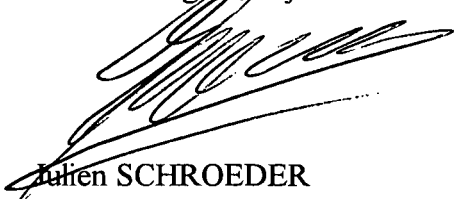
Tous les avis aux porteurs des Obligations seront faits par publication au "Luxemburger Wort" et dans la mesure où la loi l'exige, au Mémorial, Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

XII) Droit applicable et juridiction

Le présent Emprunt est régi par et doit être interprété conformément aux lois du Grand Duché de Luxembourg.

Tout différend entre les obligataires d'une part, et la Banque d'autre part, auquel le présent Emprunt pourrait donner lieu, sera soumis à la compétence exclusive des tribunaux de la Ville de Luxembourg.

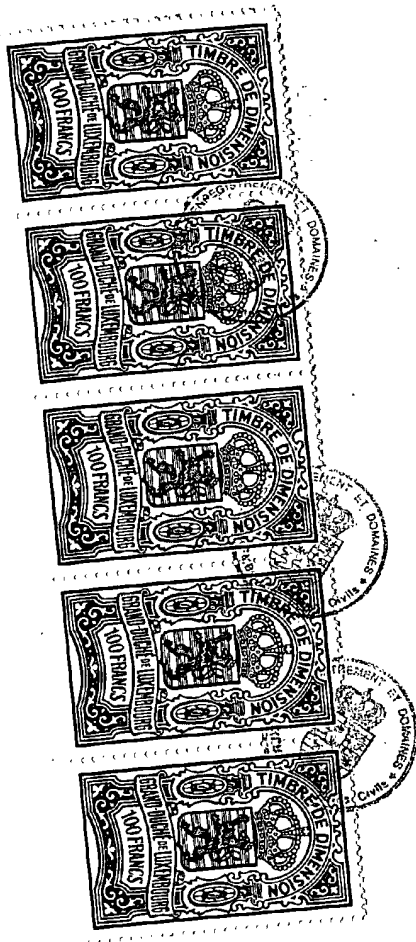
Luxembourg, le 16 janvier 1998



Julien SCHROEDER



Paul WARINGO



Enregistré à Luxembourg A.C., le 21 JAN. 1998

Vol.: 502 fol.: 21 case: 8

Reçu cinq cents francs

fr. 500.-

Le Receveur,
Joseph MULLER

Déposé au registre de commerce
et des sociétés de Luxembourg

le 22 JAN. 1998

le préposé,

BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG*Siège social : 1, place de Metz***L-2954 LUXEMBOURG***R.C. Luxembourg B 30775***NOTICE**

déposée au Greffe du Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg en exécution de l'article 80 de la loi du 10 août 1915 concernant le régime des sociétés commerciales telle qu'elle a été modifiée par la loi du 23 novembre 1972 en vue de l'admission à la Cote Officielle de la Bourse de Luxembourg de l'emprunt obligataire BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG 2.000.000.000 de francs luxembourgeois 5,75-7,00-9,00% 1996-2006.

I) Constitution

Instaurée à l'aube de l'industrialisation et du "décollage" de l'économie luxembourgeoise par la loi du 21 février 1856, sous la dénomination de CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT DU GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG, la BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG, constitue le plus ancien institut financier du Luxembourg. En vertu d'un arrêté ministériel du 12 avril 1972, elle été autorisée à faire suivre son nom de la mention "Banque de l'Etat". Aux termes de la loi du 16 juin 1930, la BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG est un établissement public autonome doté de la personnalité juridique et elle jouit de l'autonomie financière d'administration et de gestion.

Dans le cadre de la loi du 24 mars 1989 portant sur la réforme du statut et des organes de la Banque, la dénomination actuelle de "BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG" a été adoptée.

II) Objet social

La Banque a pour objet de faire, seule, ou en participation, soit pour elle-même soit pour compte de tiers, avec toute personne physique ou juridique, toutes opérations bancaires et financières ainsi que toutes opérations analogues, connexes ou accessoires à celles-ci.

La Banque peut faire en outre toutes autres opérations se rattachant directement ou indirectement à son objet ou tendant à favoriser la réalisation de celui-ci.

III) Siège social

Le siège social est établi à Luxembourg, 1, place de Metz. Par décision du conseil d'administration, la Banque peut établir des filiales, succursales, sièges administratifs, bureaux de représentation, agences et autres établissements dans le Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

IV) Fonds propres

Le capital souscrit de la Banque atteint sept milliards (7.000.000.000) de francs et appartient à l'Etat.

Les fonds propres comprenant le capital social, les réserves avant la répartition du bénéfice de l'exercice 1995 à l'exclusion des provisions atteignent vingt deux milliards six cent cinquante neuf millions de francs (22.659.000.000).

La banque a émis les emprunts obligataires subordonnés suivants :

LUF 1.000.000.000.-	9,000% 1991/1998
LUF 1.500.000.000.-	9,000% 1992/2000
LUF 500.000.000.-	8,125% 1992/2000

LUF 1.000.000.000.-	7,250% 1993/2001	
LUF 1.000.000.000.-	7,000% 1993/2003	
LUF 1.200.000.000.-	7,875% 1994/2004	
LUF 1.500.000.000.-	8,375% 1994/2004	
LUF 2.000.000.000.-	7,000% 1995/2005	
LUF 2.000.000.000.-	5,75%-7,00%-9,00% 1996/2006	(le présent emprunt)

V) Charges hypothécaires

Les biens et droits de la Banque ne sont pas grevés de charges hypothécaires.

VI) Administration et surveillance

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président :

M. Victor ROD, *Directeur au Commissariat aux Assurances, Howald*

Vice-Président :

M. Armand BERCHEM, *Administrateur Délégué de la Mutualité d'Aide aux Artisans et de la Fiduciaire des Petites et Moyennes Entreprises, Niederaanven*

Administrateurs :

M Jean HAMES, *Représentant du Personnel, Luxembourg*
M Albert HANSEN, *Secrétaire Général du Conseil de Gouvernement, Administrateur Général, Ministère d'Etat, Bertrange*
M. Norbert HAUPERT, *Administrateur Général au Ministère des Classes Moyennes et du Tourisme, Mondercange*
M. Marc ORIGER, *Conseiller Economique 1^{re} classe au Service Central de la Statistique et des Etudes Economiques, Luxembourg*
M. Armand RAUSCH, *Représentant du Personnel, Luxembourg*
M. Georges SCHMIT, *Secrétaire Général au Ministère de l'Economie, Bridel*
M. Fernand SPELTZ, *Conseiller à la Chambre de Travail, Howald*

COMMISSAIRE DE SURVEILLANCE

M. Yves MERSCH, *Directeur du Trésor, Luxembourg*

COMITE DE DIRECTION

Président :

M. Raymond KIRSCH, *Directeur Général, Steinsel*

Membres :

M. Henri GERMEAUX, *Directeur Général adjoint, Luxembourg*
M. Jean-Paul KRAUS, *Directeur, Bertrange*
M. Gilbert ERNST, *Directeur, Luxembourg*
M. Jean-Claude FINCK, *Directeur, Foetz*

VII) Emprunt à émettre

Conditions de l'emprunt

L'émission du présent emprunt (l'"Emprunt") a été autorisée par le Conseil d'Administration de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg (la "Banque") dans sa séance du 25 mars 1996 et approuvée par décision du Conseil de Gouvernement dans sa séance du 27 mars 1996. Les conditions et modalités des obligations (l'(es) "Obligation(s)") de l'Emprunt ont été approuvées par le Conseil d'Administration au cours de sa réunion du 18 juin 1996.

Par le fait de souscrire à l'Emprunt ou d'acquérir des Obligations, les obligataires sont censés connaître et accepter toutes les dispositions et conditions de l' Emprunt ci-après qui seront reproduites sur les titres.

I) Montant nominal et titres

Le montant nominal de l'Emprunt est de 2.000.000.000.- (deux milliards) de francs luxembourgeois (le franc luxembourgeois étant désigné ci-après par le mot "franc").

Les Obligations seront représentées par des titres au porteur en coupures de 50.000 et 500.000 francs.

II) Intérêts

Les Obligations sont productives d'intérêts à partir du 31 juillet 1996. Elles sont munies de coupons payables le 31 juillet de chaque année. Le premier coupon viendra à échéance le 31 juillet 1997.

Les intérêts seront calculés comme suit:

5,75% du 31 juillet 1996 inclus au 31 juillet 2000 exclu

7,00% du 31 juillet 2000 inclus au 31 juillet 2003 exclu

9,00% du 31 juillet 2003 inclus au 31 juillet 2006 exclu

Le montant des intérêts payés en 1997, 1998, 1999 et 2000 sera de LUF 2.875 pour les coupures de LUF 50.000 et de LUF 28.750 pour les coupures de LUF 500.000. Pour les coupons des années 2001, 2002 et 2003, le montant des intérêts payés sera de LUF 3.500 pour les coupures de LUF 50.000 et de LUF 35.000 pour les coupures de LUF 500.000. Pour les coupons des années 2004, 2005 et 2006, le montant des intérêts payés sera de LUF 4.500 pour les coupures de LUF 50.000 et de LUF 45.000 pour les coupures de LUF 500.000.

S'il s'avèrait nécessaire de calculer les intérêts pour une période différente d'une année, les intérêts seraient calculés sur la base d'une année de 360 jours comprenant 12 mois de 30 jours chacun.

III) Remboursement

Sous réserve des dispositions de l'article V ci-après, la Banque s'engage à rembourser l'Emprunt au pair le 31 juillet 2006.

Dans le cadre de ses activités ordinaires de négociant en titres, la Banque pourra à tout moment acheter des Obligations à n'importe quel prix sur le marché ou de gré à gré. Les achats d'Obligations effectués dans un autre contexte devront être autorisés préalablement par l'Institut Monétaire Luxembourgeois et les Obligations ainsi

rachetées, munies de tous les coupons y afférents non encore échus, ne pourront plus être réémises ou revendues, mais seront annulées.

Dans les conditions stipulées à l'article Vb, la Banque se réserve le droit, moyennant un préavis de 30 jours au moins, de rembourser par anticipation la totalité de l'Emprunt.

IV) Paiement des intérêts et remboursement du principal

Les paiements des intérêts et le remboursement du principal, selon le cas, seront effectués au porteur sur présentation des coupons échus ou des Obligations remboursables aux guichets de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, sous réserve des lois et réglementations en vigueur au Grand Duché de Luxembourg.

La Banque ne sera pas tenue de vérifier la capacité ou le droit des porteurs d'Obligations ou de coupons.

Les Obligations remboursables cesseront de porter intérêt à partir de la date prévue pour leur remboursement.

Dans le cas d'un remboursement anticipé, les Obligations présentées au remboursement doivent être munies de tous leurs coupons non échus à la date effective de remboursement; le montant global des coupons non échus manquants sera déduit du capital à rembourser; le montant ainsi déduit sera toutefois payé contre remise des coupons manquants avant l'entrée en vigueur de la prescription telle que prévue au point VII ci-dessous.

Au cas où la date de paiement d'un montant en principal ou en intérêts des Obligations ne serait pas un jour ouvrable, les porteurs d'Obligations et/ou de coupons n'auront droit au paiement que le jour ouvrable suivant, sans que ce délai ne donne droit à un intérêt additionnel. Un jour est ouvrable à Luxembourg lorsque les guichets des banques y sont accessibles au public.

La Banque maintiendra un agent payeur à Luxembourg pendant toute la durée de l'Emprunt.

V) Régime fiscal

- a) *Les intérêts et les plus-values produits par les Obligations du présent Emprunt sont passibles de l'impôt sur le revenu dans le chef des contribuables luxembourgeois conformément aux dispositions légales en vigueur.*

Les Obligations sont passibles d'autre part de l'impôt sur la fortune dans le chef des contribuables luxembourgeois conformément aux dispositions légales régissant l'impôt sur la fortune.

Actuellement, les paiements de coupons et le remboursement des Obligations sont effectués par la Banque sans déduction de taxes, impôts ou autres charges prélevés au Grand-Duché de Luxembourg.

Si la Banque était forcée par la loi d'opérer une déduction au titre d'impôts ou taxes, présents ou futurs, imposés ou prélevés par le Grand-Duché de Luxembourg ou toute autre autorité fiscale luxembourgeoise, la Banque s'engage irrévocablement à payer les sommes additionnelles qui pourraient être nécessaires pour que tout paiement des intérêts ainsi que tout remboursement du principal sur chaque Obligation soient équivalents, après pareille déduction, aux montants dus tels qu'imprimés sur les coupons et Obligations.

Aucun paiement additionnel ne sera fait

- (i) dans le cas où le porteur a d'autres liens avec le Grand Duché de Luxembourg que le seul fait de détenir l'Obligation ou le coupon ou d'en toucher un revenu*
- (ii) plus de 30 jours après la date normale de paiement.*

- b) Si un changement dans les lois et règlements du Grand Duché de Luxembourg ou d'une autorité fiscale luxembourgeoise, ou un changement dans l'application des lois et règlements avait pour effet d'obliger la Banque à payer des montants additionnels conformément aux dispositions susmentionnées, la Banque aura la faculté de rembourser anticipativement à tout moment la totalité des Obligations alors en circulation, au pair de leur valeur nominale majoré des intérêts courus à la date du remboursement, moyennant un avis suivant les dispositions de l'article XI ci-après et pour autant qu'elle en ait reçu l'autorisation préalable de l'Institut Monétaire Luxembourgeois.*

VI) Subordination

Les Obligations constituent des engagements directs, inconditionnels et subordonnés de la Banque et ne sont assorties d'aucune garantie réelle.

Les Obligations sont subordonnées à toutes autres dettes actuelles et futures de la Banque envers les tiers - à l'exception de toutes dettes qui seraient elles-mêmes subordonnées - en ce sens que les Obligations seront inférieures en rang à toutes dettes exigibles de la Banque et même à toutes dettes non exigibles, en cas de concordat judiciaire ou amiable, exécution pour saisie et en cas de mise en liquidation de la Banque (excepté dans le cadre d'une absorption par une autre société assumant l'actif et le passif de la Banque) et ne pourront être remboursées qu'après apurement complet en principal et intérêts de ces autres dettes exigibles ou même non-exigibles dans les cas ci-avant visés.

Il en résulte que, jusqu'à leur terme de remboursement, les Obligations peuvent être considérées par tous les créanciers de la Banque et par les bénéficiaires d'engagements de celle-ci comme un complément de ses fonds propres conformément à la circulaire 96/127 de l'Institut Monétaire Luxembourgeois concernant l'assimilation d'un emprunt subordonné aux moyens propres.

Les Obligations viennent à rang égal sans aucun droit de priorité pour des raisons de date d'émission, devise de paiement ou autres, entre elles-mêmes et avec toutes autres dettes subordonnées présentes ou futures de la Banque.

VII) Prescription

Les coupons se prescrivent cinq ans après leur échéance et les Obligations dix ans après la date fixée pour leur remboursement.

VIII) Cotation en bourse

L'admission des Obligations à la cote officielle de la Bourse de Luxembourg a été demandée.

IX) Remplacement d'Obligations et de coupons

Lorsqu'une Obligation ou un coupon se trouveront détériorés, détruits, volés ou perdus, ils pourront être remplacés, la Banque se réservant le droit de déterminer les conditions de preuve et les garanties à lui fournir par les porteurs, ainsi que les frais à leur charge, sans préjudice de la loi du 16 mai 1891 concernant la perte de titres au porteur. Les demandes de remplacement peuvent être déposées aux guichets de la Banque.

Dans tous les cas de détérioration d'Obligations ou de coupons, ceux-ci devront être restitués à la Banque avant la délivrance d'une nouvelle Obligation ou d'un nouveau coupon.

X) Représentation des obligataires

Conformément à la loi du 9 avril 1987 concernant la représentation des obligataires modifiant les articles 86 à 95 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, un ou plusieurs représentants de la masse des obligataires, ayant pour mission de représenter les intérêts des Obligations vis-à-vis de la Banque, peuvent être désignés par l'assemblée générale des obligataires pendant la durée de l'Emprunt.

XI) Avis

Tous les avis aux porteurs des Obligations seront faits par publication au "Luxemburger Wort" et dans la mesure où la loi l'exige, au Mémorial, Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

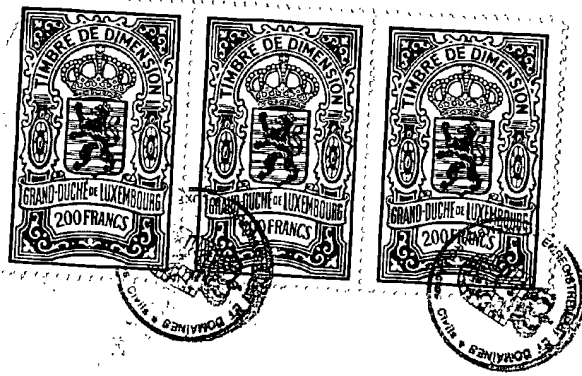
XII) Droit applicable et juridiction

Le présent Emprunt est régi par et doit être interprété conformément aux lois du Grand Duché de Luxembourg.

Tout différend entre les obligataires d'une part, et la Banque d'autre part, auquel le présent Emprunt pourrait donner lieu, sera soumis à la compétence exclusive des tribunaux de la Ville de Luxembourg.

Luxembourg, le 31 juillet 1996.

BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT
LUXEMBOURG



31 JUL. 1996

Enregistré à Luxembourg A.C., le

Vol.: 483 fol.: 23 case: 4

Reçu cinq cents francs

fr. 500.-

Le Receveur

Déposé au registre de commerce
et des sociétés de Luxembourg

le - 1 AOUT 1996

le préposé
p.d.

BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG*Siège social : 1, place de Metz***L-2954 LUXEMBOURG***R.C. Luxembourg B 30775***NOTICE**

déposée au Greffe du Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg en exécution de l'article 80 de la loi du 10 août 1915 concernant le régime des sociétés commerciales telle qu'elle a été modifiée par la loi du 23 novembre 1972 en vue de l'admission à la Cote Officielle de la Bourse de Luxembourg de l'emprunt obligataire **BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG** 1.500.000.000 de francs luxembourgeois 8,375% 1994-2004.

A) Constitution

Instaurée à l'aube de l'industrialisation et du "décollage" de l'économie luxembourgeoise par la loi du 21 février 1856, sous la dénomination de **CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT DU GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG**, la **BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG**, constitue le plus ancien institut financier du Luxembourg. En vertu d'un arrêté ministériel du 12 avril 1972, elle été autorisée à faire suivre son nom de la mention "Banque de l'Etat". Aux termes de la loi du 16 juin 1930, la **BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG** est un établissement public autonome doté de la personnalité juridique et elle jouit de l'autonomie financière d'administration et de gestion.

Dans le cadre de la loi du 24 mars 1989 portant sur la réforme du statut et des organes de la Banque, la dénomination actuelle de "**BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG**" a été adoptée.

B) Objet social

La Banque a pour objet de faire, seule, ou en participation, soit pour elle-même soit pour compte de tiers, avec toute personne physique ou juridique, toutes opérations bancaires et financières ainsi que toutes opérations analogues, connexes ou accessoires à celles-ci.

La Banque peut faire en outre toutes autres opérations se rattachant directement ou indirectement à son objet ou tendant à favoriser la réalisation de celui-ci.

C) Siège social

Le siège social est établi à Luxembourg, 1, place de Metz. Par décision du conseil d'administration, la Banque peut établir des filiales, succursales, sièges administratifs, bureaux de représentation, agences et autres établissements dans le Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

D) Fonds propres

Le capital souscrit de la Banque atteint sept milliards (7.000.000.000) de francs et appartient à l'Etat.

Les fonds propres comprenant le capital social, les réserves avant la répartition du bénéfice de l'exercice 1993 à l'exclusion des provisions atteignent dix neuf milliards deux cent quatre vingt deux millions de francs (19.282.000.000).

La banque a émis les emprunts subordonnés suivants :

LUF 1.000.000.000.-	9,000%	1991/1998	
LUF 1.500.000.000.-	9,000%	1992/2000	
LUF 500.000.000.-	8,125%	1992/2000	
LUF 1.000.000.000.-	7,250%	1993/2001	
LUF 1.000.000.000.-	7,000%	1993/2003	
LUF 1.200.000.000.-	7,875%	1994/2004	
LUF 1.500.000.000.-	8,375%	1994/2004	(le présent emprunt)

E) Charges hypothécaires

Les biens et droits de la Banque ne sont pas grevés de charges hypothécaires.

F) Administration et surveillance

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président :

M. Victor ROD, Directeur au Commissariat aux Assurances, Howald

Vice-Président :

M. Armand BERCHEM, Administrateur Délégué de la Mutualité d'Aide aux Artisans et de la Fiduciaire des Petites et Moyennes Entreprises, Niederanven

Administrateurs :

M. Pierre HAAG, Représentant du Personnel, Luxembourg (jusqu'au 30 avril 1994)
M Jean HAMES, Représentant du Personnel, Luxembourg
M Albert HANSEN, Secrétaire Général du Conseil de Gouvernement, Administrateur Général, Ministère d'Etat, Bertrange (à partir du 1^{er} mars 1994)
M. Norbert HAUPERT, 1^{er} Conseiller de Gouvernement au Ministère des Classes Moyennes et du Tourisme, Mondercange
M. Marc ORIGER, Conseiller Economique 1^{re} classe au Service Central de la Statistique et des Etudes Economiques, Luxembourg
M. Armand RAUSCH, Représentant du Personnel, Luxembourg (à partir du 1^{er} mai 1994)
M. Georges SCHMIT, Conseiller de Gouvernement 1^{re} classe au Ministère de l'Economie, Bridel
M. Fernand SPELTZ, Conseiller à la Chambre de Travail, Howald

COMMISSAIRE DE SURVEILLANCE

M. Yves MERSCH, Directeur du Trésor, Luxembourg

COMITE DE DIRECTION

Président :

M. Raymond KIRSCH, Directeur Général, Steinsel

Membres :

M. Henri GERMEAUX, Directeur Général adjoint, Luxembourg
M. Paul KOSTER, Directeur, Howald
M. Jean-Paul KRAUS, Directeur, Bertrange
M. François MAY, Directeur, Betzdorf

G) Emprunt à émettre

L'émission du présent emprunt a été autorisée par le Conseil d'Administration de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, dans sa séance du 4 mai 1994 et approuvée par décision du Ministre du Trésor du 11 mai 1994. Les conditions et modalités de l'emprunt ont été approuvées par le Conseil d'Administration au cours de sa réunion du 26 octobre 1994.

Par le fait de souscrire à l'emprunt ou d'acquérir des obligations, les obligataires sont censés connaître et accepter toutes les dispositions et conditions de l'emprunt ci-après, qui seront reproduites sur les titres.

Conditions de l'emprunt

I) Montant nominal et titres

Le montant nominal de l'emprunt est de 1.500.000.000 (un milliard cinq cents millions) de francs luxembourgeois (le franc luxembourgeois étant désigné ci-après par le mot "franc").

Les obligations seront représentées par des titres au porteur en coupures de 50.000 francs et 500.000 francs.

II) Intérêts

Les obligations seront productives d'intérêts à partir du 2 décembre 1994. Elles seront munies de coupons payables le 2 décembre de chaque année.

Le premier coupon viendra à échéance le 2 décembre 1995.

Le taux d'intérêt est fixé à 8,375% l'an.

III) Prescription

Les coupons se prescrivent cinq ans après leur échéance et les obligations dix ans après la date fixée pour leur remboursement.

IV) Remboursement

La BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG (ci-après dénommée "la Banque") s'engage à rembourser l'emprunt au pair au plus tard le 2 décembre 2004.

Toutefois la Banque pourra à tout moment procéder à des rachats d'obligations sur le marché ou de gré à gré après y avoir été préalablement autorisée par l'Institut Monétaire Luxembourgeois qui s'assurera que les coefficients de solvabilité et d'immobilisé visés aux articles 23 et 24 de la loi du 27 novembre 1984 relative à la surveillance du secteur financier, sont respectés.

La Banque se réserve le droit, moyennant un préavis de 30 jours au moins, de rembourser par anticipation la totalité de l'emprunt à tout moment au pair de la valeur nominale, majoré des intérêts courus, moyennant l'accord préalable de l'Institut Monétaire Luxembourgeois, au cas où une modification des lois fiscales luxembourgeoises ou des traités auxquels le Grand-Duché de Luxembourg est partie, ou une modification dans l'application de ces lois ou traités, modification entrant en vigueur après le 2 décembre 1994, affecterait les paiements du principal et/ou des intérêts des obligations.

La Banque avisera les porteurs d'obligations, en observant un préavis de 30 jours au moins, de son intention de procéder à un remboursement anticipé, suivant les dispositions du point V ci-après.

V) Paiement des intérêts et du principal

La Banque ne sera pas tenue de vérifier la capacité ou le droit des porteurs d'obligations ou de coupons.

Les intérêts et le principal seront payables sur simple remise des coupons et des obligations, sans frais pour le porteur, aux guichets de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat.

Les obligations remboursables cesseront de porter intérêt à partir de la date prévue pour leur remboursement.

Les obligations devront être présentées au remboursement munies de tous les coupons non échus; le montant des coupons non échus manquants sera déduit du montant en principal à rembourser et le montant en principal ainsi déduit en rapport avec tout coupon non échu manquant sera payé à tout moment sur remise du coupon non échu manquant dont il s'agit, avant l'entrée en vigueur de sa prescription, telle que prévue au point III ci-avant.

Les intérêts et les plus-values produits par les obligations du présent emprunt sont passibles de l'impôt sur le revenu dans le chef des contribuables luxembourgeois conformément aux dispositions légales en vigueur.

Les obligations sont passibles, d'autre part, de l'impôt sur la fortune dans le chef des contribuables luxembourgeois conformément aux dispositions légales régissant l'impôt sur la fortune.

Actuellement le paiement des obligations remboursables et des coupons est effectué par la Banque sans déduction de taxes, impôts, ou autre charges prélevés au Grand-Duché de Luxembourg.

Pour le cas où, en vertu des lois fiscales luxembourgeoises ou des traités auxquels le Grand-Duché de Luxembourg est partie, un paiement quelconque au Grand-Duché ou hors de ce pays, représentant des intérêts, une prime éventuelle ou le principal des obligations, serait soumis à une retenue au titre de quelque taxe ou impôt luxembourgeois que ce soit, la Banque n'effectuera pas de majorations du montant à payer de façon telle qu'après déduction de la retenue, le présentateur des coupons ou des obligations reçoive le montant total alors dû tel qu'imprimé sur ceux-ci, le tout sous réserve des lois et règlements en vigueur sur les différentes places étrangères.

VI) Subordination

Les obligations sont subordonnées à toutes autres dettes actuelles et futures de la Banque envers les tiers - à l'exception de toutes dettes qui seraient elles-mêmes subordonnées - en ce sens que les obligations seront inférieures en rang à toutes dettes exigibles de la Banque et même à toutes dettes non exigibles, en cas de concordat judiciaire ou amiable, exécution pour saisie et en cas de mise en liquidation de la Banque (excepté dans le cadre d'une absorption par une autre société assumant l'actif et le passif de la Banque) et ne pourront être remboursées qu'après apurement complet en principal et intérêts de ces autres dettes exigibles ou même non-exigibles dans les cas ci-avant visés.

Il en résulte que, jusqu'à leur terme de remboursement, les obligations peuvent être considérées par tous les créanciers de la Banque et par les bénéficiaires d'engagements de celle-ci comme un complément de ses fonds propres conformément à la circulaire 90/69 de l'Institut Monétaire Luxembourgeois concernant l'assimilation d'un emprunt subordonné aux moyens propres.

VII) Cotation en Bourse

L'admission des obligations à la cote officielle de la Bourse de Luxembourg a été demandée..

VIII) Remplacement d'obligations et de coupons

Lorsqu'une obligation ou un coupon se trouveront détériorés, détruits, volés ou perdus, ils pourront être remplacés, la Banque se réservant le droit de déterminer les conditions de preuve et les garanties à lui fournir par les porteurs, ainsi que les frais à leur charge, sans préjudice de la loi du 16 mai 1891 concernant la perte de titres au porteur. Les demandes de remplacement peuvent être déposées aux guichets de la Banque.

Dans tous les cas de détérioration d'obligations ou de coupons, ceux-ci devront être restitués à la Banque avant la délivrance d'une nouvelle obligation ou d'un nouveau coupon.

IX) Représentation des obligataires

Conformément à la loi du 9 avril 1987 concernant la représentation des obligataires, modifiant les articles 86 à 95 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, un ou plusieurs représentants de la masse des obligataires, ayant pour mission de représenter les intérêts des obligataires vis-à-vis de la Banque, peuvent être désignés par l'assemblée générale des obligataires pendant la durée de l'emprunt.

X) Avis

Tous les avis aux porteurs des obligations seront faits par publication au Mémorial, Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, ainsi que dans les principaux journaux publiés quotidiennement au Luxembourg.

Pour la validité des avis, la publication au Mémorial est suffisante.

XI) Droit applicable et juridiction

Le présent emprunt est régi par le droit luxembourgeois.

Tout différend entre les obligataires d'une part, la Banque d'autre part, auquel le présent emprunt pourrait donner lieu, sera soumis aux juridictions luxembourgeoises.

Luxembourg, le 8 November 1995.

BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT
LUXEMBOURG

16 NOV. 1995



Enregistré à Luxembourg A.C., le

Vol.: 473 fol.: 58 case: 7

Reçu cinq cents francs

fr. 500.-

Le Receveur

Déposé au registre de commerce
et des sociétés de Luxembourg

le 20 NOV. 1995

le préposé,

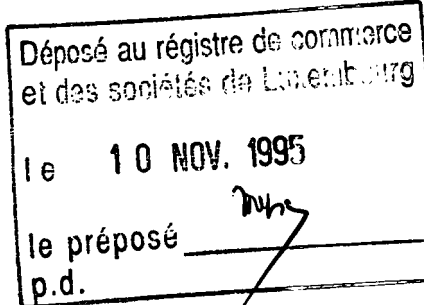
D1440ZI.5PS/gn

BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG

Siège social : 1, place de Metz

L-2954 LUXEMBOURG

R.C. Luxembourg B 30775

Notice légale

- déposée au Greffe du Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg en exécution de l'article 80 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telles qu'elle a été modifiée par la loi du 23 novembre 1972
- en vue de l'admission à la Cote Officielle de la Bourse de Luxembourg du Programme

BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG
nom. USD 1.000.000.000.- Euro Medium Term Note Programme

1) Constitution

Instaurée par la loi du 21 février 1856, sous la dénomination de CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT DU GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG, la BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG, constitue le plus ancien institut financier du Luxembourg. En vertu d'un arrêté ministériel du 12 avril 1972, elle a été autorisée à faire suivre son nom de la mention "Banque de l'Etat". Aux termes de la loi du 16 juin 1930, la BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG est un établissement public autonome doté de la personnalité juridique et elle jouit de l'autonomie financière d'administration et de gestion.

2) Objet social

La banque a pour objet de faire, seule, ou en participation, soit pour elle-même, soit pour compte de tiers, avec toute personne physique ou juridique, toutes opérations bancaires et financières ainsi que toutes opérations analogues, connexes ou accessoires à celles-ci.

La banque peut faire en outre toutes autres opérations se rattachant directement ou indirectement à son objet ou tendant à favoriser la réalisation de celui-ci.

3) Siège social

Le siège social est établi à Luxembourg, 1, place de Metz. Par décision du conseil d'administration, la Banque peut établir des filiales, succursales, sièges administratifs, bureaux de représentation, agences et autres établissements dans le Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

4) Fonds propres

Le capital souscrit de la Banque atteint 7 mia LUF et appartient à l'Etat.

Les fonds propres comprenant le capital social, les réserves avant la répartition du bénéfice de l'exercice 1994 à l'exclusion des provisions atteignent 20,885 mia de LUF.

17-02-2011

- LUF	1.000.000.000.-	9,000%	1991/1998
- LUF	1.500.000.000.-	9,000%	1992/2000
- LUF	500.000.000.-	8,125%	1992/2000
- LUF	1.000.000.000.-	7,250%	1993/2001
- LUF	1.000.000.000.-	7,000%	1993/2003
- LUF	1.200.000.000.-	7,875%	1994/2004
- LUF	1.500.000.000.-	8,375%	1994/2004
- LUF	2.000.000.000.-	7,000%	1995/2005

6) Administration et surveillance

M. Henri GERMEAUX	Directeur Général adjoint, Luxembourg
M. Jean-Paul KRAUS	Directeur, Bertrange
M. Gilbert ERNST	Directeur, Luxembourg-Bonnevoie

7) Programme à admettre en Bourse de Luxembourg

BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG
nom. USD 1.000.000.000.- Euro Medium Term Note Programme

a) Devise

Les emprunts pourront être libellés dans toute devise, comme il a été convenu entre l'émetteur et le syndicat de placement.

b) Echéance

L'échéance des emprunts devra être d'au moins un mois, sauf pour le GBP, DEM et FRF. En effet l'échéance minimale des emprunts en GBP est de un an et un jour, celle des emprunts en DEM est de 2 ans et celle des emprunts en FRF est de un an.

c) Prix d'émission

Le prix d'émission peut être au pair, au-dessus ou en-dessous du pair.

d) Formes de titres

Les titres sont sous forme au porteur, et, dans le cas de titres définitifs, numérotés par série, dans les devises et les coupures spécifiques. Les emprunts peuvent soit être des emprunts à taux fixe, à taux flottants, à coupon zéro, à intérêt indexé, ou, avec un montant remboursable indexé, des emprunts à double devise ou des emprunts payés partiellement ou une combinaison de toutes ces formes précédentes.

e) Remboursement

Différentes formes de remboursement sont possibles:

- remboursement à l'échéance. Toute obligation sera remboursée par l'émetteur à sa valeur finale de remboursement à la date d'échéance.
- remboursement pour raisons fiscales (sauf pour les emprunts à taux flottants et les emprunts à intérêt indexé).
- remboursement au choix de l'émetteur
- remboursement au choix du porteur de parts

8) Bilan et compte de Pertes & Profits

voir pages en annexe

9) Cotation

L'admission à la cotation en Bourse de Luxembourg a été demandée par la

BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT,
LUXEMBOURG

10) Service financier

Le Service financier est assuré

- en tant qu'Agent fiscal par

Morgan Guaranty Trust Company of New York
London Office
60 Victoria Embankment
UK-LONDON EC4Y 0JP

- en tant qu'Agent Payeur principal par

Morgan Guaranty Trust Company of New York
Brussels Office
Avenue des Arts 35
B-1040 BRUXELLES

- en tant qu'Agent Payeur par

Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg
1, Place de Metz
L-1930 LUXEMBOURG

Luxembourg, le 17 août 1995

BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT,
LUXEMBOURG



ACTIF

	1993	(en francs) 1994
Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices des chèques postaux	2.125.238.736	1.728.240.860
Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès de la banque centrale:		
a. effets publics et valeurs assimilées	39.270.747.193	56.433.516.274
b. autres effets admissibles au refinancement auprès de la banque centrale	39.095.659.209	56.272.946.555
	175.087.984	160.569.719
Créances sur les établissements de crédit:		
a. à vue	396.432.046.016	398.393.127.223
b. autres créances	13.167.572.183	63.853.133.505
	383.264.473.833	334.539.993.718
Créances sur la clientèle	179.803.919.376	190.789.084.055
Opérations de crédit-bail	1.066.509.975	852.610.899
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe:		
a. des émetteurs publics	17.548.070.773	36.280.375.488
b. d'autres émetteurs	2.794.984.503	5.125.841.841
	14.753.086.270	31.154.533.647
Actions et autres valeurs mobilières à revenu variable	3.228.727.347	3.293.695.456
Participations	2.920.251.107	3.414.041.319
Parts dans des entreprises liées	158.185.665	160.850.041
Actifs incorporels		62.416.115
Actifs corporels	7.512.774.324	7.941.169.787
Autres actifs	3.666.299.761	4.337.592.278
Comptes de régularisation	5.859.943.720	8.252.915.482
TOTAL ACTIF	659.592.713.993	711.939.635.277

HORS - BILAN

Passifs éventuels	10.674.157.738	11.773.963.798
dont: - acceptations et engagements par endos d'effets réescomptés	521.883.291	2.015.353.272
- cautionnements et actifs donnés en garantie	5.860.058.428	5.234.346.016

PASSIF

	1993	(en francs) 1994
Dettes envers les établissements de crédit:		
a. à vue	189.683.135.951	210.372.313.928
b. à terme ou à préavis	4.837.319.317	20.957.819.949
	184.845.816.634	189.414.493.979
Dettes envers la clientèle:		
a. dépôts d'épargne	419.621.144.652	433.378.700.100
b. autres dettes à vue	68.698.636.151	84.246.735.625
à terme ou à préavis	57.840.985.769	76.247.570.899
	293.081.522.732	272.884.393.576
Dettes représentées par un titre: bons et obligations en circulation	11.583.259.290	23.929.944.135
Autres passifs	5.846.608.507	7.965.399.735
Comptes de régularisation	7.590.534.242	6.240.226.998
Provisions pour risques et charges:		
a. provisions pour impôts	749.897.583	1.142.987.264
b. autres provisions	44.659.559	188.039.438
	705.238.024	954.947.826
Passifs subordonnés	5.000.000.000	7.700.000.000
Postes spéciaux avec une quote-part de réserves	236.278.757	324.826.700
Fonds pour risques bancaires généraux	2.500.000.000	2.500.000.000
Capital	7.000.000.000	7.000.000.000
Réserves	8.269.373.179	9.780.658.647
Résultat de l'exercice	1.512.481.832	1.604.577.770
TOTAL PASSIF	659.592.713.993	711.939.635.277

HORS - BILAN

Engagements	64.933.380.321	68.873.858.583
dont: engagements résultant d'opérations de mise en pension		
Opérations fiduciaires	3.433.383.250	10.103.528.000

COMPTES DE PROFITS ET PERTES
AU 31 DÉCEMBRE 1994

- 9 NOV. 1995

Enregistré à Luxembourg A.C. le

Vol.: 473 fol.: 37

Reçu cinq cents francs

A 500

Corrections de valeur sur valeurs mobilières ayant le caractère d'immobilisations financières, sur participations et sur parts dans des entreprises liées (montant net)

2.054.099,053

2.259.165,178

	1993	(en francs) 1994
Intérêts et produits assimilés	53.282.903,920	46.400.623,242
dont:		
sur valeurs mobilières à revenu fixe		
1993: 1.423.699,772		
1994: 2.163.410,977		
Intérêts et charges assimilés	- 46.328.468,990	- 39.341.783,755
Revenus de valeurs mobilières	457.966,299	449.673,914
- revenus d'actions, de parts et d'autres valeurs mobilières à revenu variable	158.312,147	124.077,595
- revenus de participations	271.144,440	252.239,058
- revenus de parts dans des entreprises liées	28.509,712	73.357,261
Commissions perçues	1.652.396,122	2.585.935,596
Commissions versées	- 721.957,058	- 1.486.360,322
Résultat provenant d'opérations financières	508.422,431	461.588,151
Autres produits d'exploitation	305.159,567	344.945,144
Frais généraux administratifs:		
dont:		
frais de personnel	- 4.566.168,298	- 5.311.385,231
autres	3.252.787,184	3.851.143,513
Charges sociales	1993: 2.420.850,980	
	1994: 2.599.472,573	
Charges sociales	1993: 747.725,025	
	1994: 1.159.402,632	
Charges sociales	1993: 638.708,259	
	1994: 1.035.865,507	
Autres frais administratifs	1.313.381,114	1.460.241,718
Corrections de valeur sur actifs incorporels et corporels	- 660.901,839	- 788.278,267
Autres charges d'exploitation	- 311.074,877	- 364.463,934
Corrections de valeur sur créances et provisions pour passifs éventuels et pour engagements (montant net)	- 1.804.957,471	- 464.433,565

COMPTES DE PROFITS ET PERTES
AU 31 DÉCEMBRE 1994

	1993	(en francs) 1994
REPORT:	2.054.099,053	2.259.165,178
Déductions aux "postes spéciaux avec une quote-part de réserves"	- 883,136	- 95.177,059
Produits provenant de la dissolution de "postes spéciaux avec une quote-part de réserves"		6.629,116
Déductions ou fonds pour risques bancaires généraux	- 50.000,000	
Impôts sur le résultat provenant des activités ordinaires	- 354.906,084	- 483.803,618
Résultat provenant des activités ordinaires après impôts	1.648.309,833	1.686.813,617
Produits exceptionnels	3.724,509	83.352,116
Charges exceptionnelles	- 6.703,931	- 20.669,928
Résultat exceptionnel	- 2.979,422	62.682,188
Autres impôts ne figurant pas sous les postes ci-dessus	- 132.848,579	- 144.918,035
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	1.512.481,832	1.604.577,770
AFFECTATION DU BÉNÉFICE DISPONIBLE (1)		
BÉNÉFICE DISPONIBLE		(en francs)
Bénéfice reporté		
Bénéfice de l'exercice		1.604.577,770
TOTAL		1.604.577,770
AFFECTATION DU BÉNÉFICE		
Transfert aux réserves		1.604.577,770
Solde à reporter à nouveau		
TOTAL		1.604.577,770

(1) loi du 24 mars 1989, article 39, règlement grand-ducal du 14 juin 1983.

Les chiffres de 1993 relatifs au poste "Revenus de valeurs mobilières" ont été redressés à des fins comparatives (cf. point 8 de l'annexe aux comptes annuels).

BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG

**Siège social : 1, place de Metz
L-2954 LUXEMBOURG**

R.C. Luxembourg B 30775

NOTICE

déposée au Greffe du Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg en exécution de l'article 80 de la loi du 10 août 1915 concernant le régime des sociétés commerciales telle qu'elle a été modifiée par la loi du 23 novembre 1972 en vue de l'admission à la Cote Officielle de la Bourse de Luxembourg de l'emprunt obligataire BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG 2.000.000.000 de francs luxembourgeois 7,00% 1995-2005.

I) Constitution

Instaurée à l'aube de l'industrialisation et du "décollage" de l'économie luxembourgeoise par la loi du 21 février 1856, sous la dénomination de CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT DU GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG, la BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG, constitue le plus ancien institut financier du Luxembourg. En vertu d'un arrêté ministériel du 12 avril 1972, elle été autorisée à faire suivre son nom de la mention "Banque de l'Etat". Aux termes de la loi du 16 juin 1930, la BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG est un établissement public autonome doté de la personnalité juridique et elle jouit de l'autonomie financière d'administration et de gestion.

Dans le cadre de la loi du 24 mars 1989 portant sur la réforme du statut et des organes de la Banque, la dénomination actuelle de "BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG" a été adoptée.

II) Objet social

La Banque a pour objet de faire, seule, ou en participation, soit pour elle-même soit pour compte de tiers, avec toute personne physique ou juridique, toutes opérations bancaires et financières ainsi que toutes opérations analogues, connexes ou accessoires à celles-ci.

La Banque peut faire en outre toutes autres opérations se rattachant directement ou indirectement à son objet ou tendant à favoriser la réalisation de celui-ci.

III) Siège social

Le siège social est établi à Luxembourg, 1, place de Metz. Par décision du conseil d'administration, la Banque peut établir des filiales, succursales, sièges administratifs, bureaux de représentation, agences et autres établissements dans le Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

IV) Fonds propres

Le capital souscrit de la Banque atteint sept milliards (7.000.000.000) de francs et appartient à l'Etat.

Les fonds propres comprenant le capital social, les réserves avant la répartition du bénéfice de l'exercice 1993 à l'exclusion des provisions atteignent dix neuf milliards deux cent quatre vingt deux millions de francs (19.282.000.000).

La banque a émis les emprunts subordonnés suivants :

LUF 1.000.000.000.-	9,000%	1991/1998	
LUF 1.500.000.000.-	9,000%	1992/2000	
LUF 500.000.000.-	8,125%	1992/2000	
LUF 1.000.000.000.-	7,250%	1993/2001	
LUF 1.000.000.000.-	7,000%	1993/2003	
LUF 1.200.000.000.-	7,875%	1994/2004	
LUF 1.500.000.000.-	8,375%	1994/2004	
LUF 2.000.000.000.-	7,000%	1995/2005	(le présent emprunt)

V) Charges hypothécaires

Les biens et droits de la Banque ne sont pas grevés de charges hypothécaires.

VI) Administration et surveillance

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président :

M. Victor ROD, Directeur au Commissariat aux Assurances, Howald

Vice-Président :

M. Armand BERCHEM, Administrateur Délégué de la Mutualité d'Aide aux Artisans et de la Fiduciaire des Petites et Moyennes Entreprises, Niederaanven

Administrateurs :

M Jean HAMES, Représentant du Personnel, Luxembourg
M Albert HANSEN, Secrétaire Général du Conseil de Gouvernement, Administrateur Général, Ministère d'Etat, Bertrange
M. Norbert HAUPERT, Administrateur Général au Ministère des Classes Moyennes et du Tourisme, Mondercange
M. Marc ORIGER, Conseiller Economique 1^{re} classe au Service Central de la Statistique et des Etudes Economiques, Luxembourg
M. Armand RAUSCH, Représentant du Personnel, Luxembourg
M. Georges SCHMIT, 1^{er} Conseiller de Gouvernement 1^{re} classe au Ministère de l'Economie, Bridel
M. Fernand SPELTZ, Conseiller à la Chambre de Travail, Howald

COMMISSAIRE DE SURVEILLANCE

M. Yves MERSCH, Directeur du Trésor, Luxembourg

COMITE DE DIRECTION

Président :

M. Raymond KIRSCH, Directeur Général, Steinsel

Membres :

M. Henri GERMEAUX, Directeur Général adjoint, Luxembourg
M. Jean-Paul KRAUS, Directeur, Bertrange
M. Gilbert ERNST, Directeur, Luxembourg

VII) Emprunt à émettre

Conditions de l'emprunt

L'émission du présent emprunt (l'"Emprunt") a été autorisée par le Conseil d'Administration de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg (la "Banque") dans sa séance du 27 mars 1995 et approuvée par décision du Conseil de Gouvernement dans sa séance du 13 avril 1995. Les conditions et modalités des obligations (l'(es) "Obligation(s)") de l'Emprunt ont été approuvées par le Conseil d'Administration au cours de sa réunion du 20 septembre 1995.

Par le fait de souscrire à l'Emprunt ou d'acquérir des Obligations, les obligataires sont censés connaître et accepter toutes les dispositions et conditions de l' Emprunt ci-après qui seront reproduites sur les titres.

I) Montant nominal et titres

Le montant nominal de l'Emprunt est de 2.000. 000.000.- (deux milliards) de francs luxembourgeois (le franc luxembourgeois étant désigné ci-après par le mot "franc").

Les Obligations seront représentées par des titres au porteur en coupures de 50.000 et 500.000 francs.

II) Intérêts

Les Obligations sont productives d'intérêts à partir du 7 novembre 1995. Elles sont munies de coupons payables le 7 novembre de chaque année. Le premier coupon viendra à échéance le 7 novembre 1996.

Le taux d'intérêt est fixé à 7% l'an.

S'il s'avère nécessaire de calculer les intérêts pour une période différente d'une année, les intérêts seront calculés sur la base d'une année de 360 jours comprenant 12 mois de 30 jours chacun.

III) Remboursement

Sous réserve des dispositions de l'article V ci-après, la Banque s'engage à rembourser l'Emprunt au pair le 7 novembre 2005.

Dans le cadre de ses activités ordinaires de négociant en titres, la Banque pourra à tout moment acheter des Obligations à n'importe quel prix sur le marché ou de gré à gré. Les achats d'Obligations effectués dans un autre contexte devront être autorisés préalablement par l'Institut Monétaire Luxembourgeois et les Obligations ainsi rachetées, munies de tous les coupons y afférents non encore échus, ne pourront plus être réémises ou revendues, mais seront annulées.

Dans les conditions stipulées à l'article Vb, la Banque se réserve le droit, moyennant un préavis de 30 jours au moins, de rembourser par anticipation la totalité de l'Emprunt.

IV) Paiement des intérêts et remboursement du principal

Les paiements des intérêts et le remboursement du principal, selon le cas, seront effectués au porteur sur présentation des coupons échus ou des Obligations remboursables aux guichets de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, sous réserve des lois et réglementations en vigueur au Grand Duché de Luxembourg.

La Banque ne sera pas tenue de vérifier la capacité ou le droit des porteurs d'Obligations ou de coupons.

Les Obligations remboursables cesseront de porter intérêt à partir de la date prévue pour leur remboursement.

Dans le cas d'un remboursement anticipé, les Obligations présentées au remboursement doivent être munies de tous leurs coupons non échus à la date effective de remboursement; le montant global des coupons non échus manquants sera déduit du capital à rembourser; le montant ainsi déduit sera toutefois payé contre remise des coupons manquants avant l'entrée en vigueur de la prescription telle que prévue au point VII ci-dessous.

Au cas où la date de paiement d'un montant en principal ou en intérêts des Obligations ne serait pas un jour ouvrable, les porteurs d'Obligations et/ou de coupons n'auront droit au paiement que le jour ouvrable suivant, sans que ce délai ne donne droit à un intérêt additionnel. Un jour est ouvrable à Luxembourg lorsque les guichets des banques y sont accessibles au public.

La Banque maintiendra un agent payeur à Luxembourg pendant toute la durée de l'Emprunt.

V) Régime fiscal

- a) Les intérêts et les plus-values produits par les Obligations du présent Emprunt sont passibles de l'impôt sur le revenu dans le chef des contribuables luxembourgeois conformément aux dispositions légales en vigueur.*

Les Obligations sont passibles d'autre part de l'impôt sur la fortune dans le chef des contribuables luxembourgeois conformément aux dispositions légales régissant l'impôt sur la fortune.

Actuellement, les paiements de coupons et le remboursement des Obligations sont effectués par la Banque sans déduction de taxes, impôts ou autres charges prélevés au Grand-Duché de Luxembourg.

Si la Banque était forcée par la loi d'opérer une déduction au titre d'impôts ou taxes, présents ou futurs, imposés ou prélevés par le Grand-Duché de Luxembourg ou toute autre autorité fiscale luxembourgeoise, la Banque s'engage irrévocablement à payer les sommes additionnelles qui pourraient être nécessaires pour que tout paiement des intérêts ainsi que tout remboursement du principal sur chaque Obligation soient équivalents, après pareille déduction, aux montants dûs tels qu'imprimés sur les coupons et Obligations.

Aucun paiement additionnel ne sera fait

- (i) dans le cas où le porteur a d'autres liens avec le Grand Duché de Luxembourg que le seul fait de détenir l'Obligation ou le coupon ou d'en toucher un revenu*
 - (ii) plus de 30 jours après la date normale de paiement.*
- b) Si un changement dans les lois et règlements du Grand Duché de Luxembourg ou d'une autorité fiscale luxembourgeoise, ou un changement dans l'application des lois et règlements avait pour effet d'obliger la Banque à payer des montants additionnels conformément aux dispositions susmentionnées, la Banque*

aura la faculté de rembourser anticipativement à tout moment la totalité des Obligations alors en circulation, au pair de leur valeur nominale majoré des intérêts courus à la date du remboursement, moyennant un avis suivant les dispositions de l'article XI ci-après et pour autant qu'elle en ait reçu l'autorisation préalable de l'Institut Monétaire Luxembourgeois.

VI) Subordination

Les Obligations constituent des engagements directs, inconditionnels et subordonnés de la Banque et ne sont assorties d'aucune garantie réelle.

Les Obligations sont subordonnées à toutes autres dettes actuelles et futures de la Banque envers les tiers - à l'exception de toutes dettes qui seraient elles-mêmes subordonnées - en ce sens que les Obligations seront inférieures en rang à toutes dettes exigibles de la Banque et même à toutes dettes non exigibles, en cas de concordat judiciaire ou amiable, exécution pour saisie et en cas de mise en liquidation de la Banque (excepté dans le cadre d'une absorption par une autre société assumant l'actif et le passif de la Banque) et ne pourront être remboursées qu'après apurement complet en principal et intérêts de ces autres dettes exigibles ou même non-exigibles dans les cas ci-avant visés.

Il en résulte que, jusqu'à leur terme de remboursement, les Obligations peuvent être considérées par tous les créanciers de la Banque et par les bénéficiaires d'engagements de celle-ci comme un complément de ses fonds propres conformément à la circulaire 90/69 de l'Institut Monétaire Luxembourgeois concernant l'assimilation d'un emprunt subordonné aux moyens propres.

Les Obligations viennent à rang égal sans aucun droit de priorité pour des raisons de date d'émission, devise de paiement ou autres, entre elles-mêmes et avec toutes autres dettes subordonnées présentes ou futures de la Banque.

VII) Prescription

Les coupons se prescrivent cinq ans après leur échéance et les Obligations dix ans après la date fixée pour leur remboursement.

VIII) Cotation en bourse

L'admission des Obligations à la cote officielle de la Bourse de Luxembourg a été demandée.

IX) Remplacement d'Obligations et de coupons

Lorsqu'une Obligation ou un coupon se trouveront détériorés, détruits, volés ou perdus, ils pourront être remplacés, la Banque se réservant le droit de déterminer les conditions de preuve et les garanties à lui fournir par les porteurs, ainsi que les frais à leur charge, sans préjudice de la loi du 16 mai 1891 concernant la perte de titres au porteur. Les demandes de remplacement peuvent être déposées aux guichets de la Banque.

Dans tous les cas de détérioration d'Obligations ou de coupons, ceux-ci devront être restitués à la Banque avant la délivrance d'une nouvelle Obligation ou d'un nouveau coupon.

X) Représentation des obligataires

Conformément à la loi du 9 avril 1987 concernant la représentation des obligataires modifiant les articles 86 à 95 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, un ou plusieurs représentants de la masse des obligataires,

ayant pour mission de représenter les intérêts des Obligations vis-à-vis de la Banque, peuvent être désignés par l'assemblée générale des obligataires pendant la durée de l'Emprunt.

XI) Avis

Tous les avis aux porteurs des Obligations seront faits par publication au "Luxemburger Wort" et dans la mesure où la loi l'exige, au Mémorial, Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

XII) Droit applicable et juridiction

Le présent Emprunt est régi par et doit être interprété conformément aux lois du Grand Duché de Luxembourg.

Tout différend entre les obligataires d'une part, et la Banque d'autre part, auquel le présent Emprunt pourrait donner lieu, sera soumis à la compétence exclusive des tribunaux de la Ville de Luxembourg.

Luxembourg, le 31 octobre 1995.

BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT
LUXEMBOURG

Enregistré à Luxembourg A.C., le 3 1.OCT. 1995

Vol.: 473 fol.: 15 pages: 10

Reçu cinq cents francs

fr. 500.-

Le Receveur



Déposé au registre de commerce
et des sociétés de Luxembourg

le 3 NOV. 1995

le préposé

p.d.

380

BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG

*Siège social : 1, place de Metz
L-2954 LUXEMBOURG*

R.C. Luxembourg B 30775

012

NOTICE

déposée au Greffe du Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg en exécution de l'article 80 de la loi du 10 août 1915 concernant le régime des sociétés commerciales telle qu'elle a été modifiée par la loi du 23 novembre 1972 en vue de l'admission à la Cote Officielle de la Bourse de Luxembourg de l'emprunt obligataire BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG 1.200.000.000 de francs luxembourgeois 7,875% 1994-2004.

I) Constitution

Instaurée à l'aube de l'industrialisation et du "décollage" de l'économie luxembourgeoise par la loi du 21 février 1856, sous la dénomination de CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT DU GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG, la BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG, constitue le plus ancien institut financier du Luxembourg. En vertu d'un arrêté ministériel du 12 avril 1972, elle été autorisée à faire suivre son nom de la mention "Banque de l'Etat". Aux termes de la loi du 16 juin 1930, la BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG est un établissement public autonome doté de la personnalité juridique et elle jouit de l'autonomie financière d'administration et de gestion.

Dans le cadre de la loi du 24 mars 1989 portant sur la réforme du statut et des organes de la Banque, la dénomination actuelle de "BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG" a été adoptée.

II) Objet social

La Banque a pour objet de faire, seule, ou en participation, soit pour elle-même soit pour compte de tiers, avec toute personne physique ou juridique, toutes opérations bancaires et financières ainsi que toutes opérations analogues, connexes ou accessoires à celles-ci.

La Banque peut faire en outre toutes autres opérations se rattachant directement ou indirectement à son objet ou tendant à favoriser la réalisation de celui-ci.

III) Siège social

Le siège social est établi à Luxembourg, 1, place de Metz. Par décision du conseil d'administration, la Banque peut établir des filiales, succursales, sièges administratifs, bureaux de représentation, agences et autres établissements dans le Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

IV) Fonds propres

Le capital souscrit de la Banque atteint sept milliards (7.000.000.000) de francs et appartient à l'Etat.

Les fonds propres comprenant le capital social, les réserves avant la répartition du bénéfice de l'exercice 1993 à l'exclusion des provisions atteignent dix neuf milliards deux cent quatre vingt deux millions de francs (19.282.000.000).

La banque a émis les emprunts subordonnés suivants :

<i>LUF 1.000.000.000.-</i>	<i>9,000%</i>	<i>1991/1998</i>	
<i>LUF 1.500.000.000.-</i>	<i>9,000%</i>	<i>1992/2000</i>	
<i>LUF 500.000.000.-</i>	<i>8,125%</i>	<i>1992/2000</i>	
<i>LUF 1.000.000.000.-</i>	<i>7,250%</i>	<i>1993/2001</i>	
<i>LUF 1.000.000.000.-</i>	<i>7,000%</i>	<i>1993/2003</i>	
<i>LUF 1.200.000.000.-</i>	<i>7,875%</i>	<i>1994/2004</i>	<i>(le présent emprunt)</i>

V) Charges hypothécaires

Les biens et droits de la Banque ne sont pas grevés de charges hypothécaires.

VI) Administration et surveillance

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président :

M. Victor ROD, Directeur au Commissariat aux Assurances, Howald

Vice-Président :

M. Armand BERCHEM, Administrateur Délégué de la Mutualité d'Aide aux Artisans et de la Fiduciaire des Petites et Moyennes Entreprises, Niederanven

Administrateurs :

M. Pierre HAAG, Représentant du Personnel, Luxembourg (jusqu'au 30 avril 1994)

M. Jean HAMES, Représentant du Personnel, Luxembourg

M. Albert HANSEN, Secrétaire Général du Conseil de Gouvernement, Administrateur Général, Ministère d'Etat, Bertrange (à partir du 1^{er} mars 1994)

M. Norbert HAUPERT, 1^{er} Conseiller de Gouvernement au Ministère des Classes Moyennes et du Tourisme, Mondercange

M. Marc ORIGER, Conseiller Economique 1^{re} classe au Service Central de la Statistique et des Etudes Economiques, Luxembourg

M. Armand RAUSCH, Représentant du Personnel, Luxembourg (à partir du 1^{er} mai 1994)

M. Georges SCHMIT, Conseiller de Gouvernement 1^{re} classe au Ministère de l'Economie, Bridel

M. Fernand SPELTZ, Conseiller à la Chambre de Travail, Howald

COMMISSAIRE DE SURVEILLANCE

M. Yves MERSCH, Directeur du Trésor, Luxembourg

COMITE DE DIRECTION

Président :

M. Raymond KIRSCH, Directeur Général, Steinsel

Membres :

M. Henri GERMEAUX, Directeur Général adjoint, Luxembourg

M. Paul KOSTER, Directeur, Howald

M. Jean-Paul KRAUS, Directeur, Bertrange

M. François MAY, Directeur, Betzdorf

VII) Emprunt à émettre

L'émission du présent emprunt a été autorisée par le Conseil d'Administration de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, dans sa séance du 4 mai 1994 et approuvée par décision du Ministre du Trésor du 11 mai 1994. Les conditions et modalités de l'emprunt ont été approuvées par le Conseil d'Administration au cours de sa réunion du 15 juin 1994.

Par le fait de souscrire à l'emprunt ou d'acquérir des obligations, les obligataires sont censés connaître et accepter toutes les dispositions et conditions de l'emprunt ci-après, qui seront reproduites sur les titres.

Conditions de l'emprunt

I) Montant nominal et titres

Le montant nominal de l'emprunt est de 1.200.000.000 (un milliard deux cents millions) de francs luxembourgeois (le franc luxembourgeois étant désigné ci-après par le mot "franc").

Les obligations seront représentées par des titres au porteur en coupures de 50.000 et 500.000 francs.

II) Intérêts

Les obligations seront productives d'intérêts à partir du 28 juillet 1994. Elles seront munies de coupons payables le 28 juillet de chaque année.

Le premier coupon viendra à échéance le 28 juillet 1994.

Le taux d'intérêt est fixé à 7,875% l'an.

III) Prescription

Les coupons se prescrivent cinq ans après leur échéance et les obligations dix ans après la date fixée pour leur remboursement.

IV) Remboursement

La BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG (ci-après dénommée "la Banque") s'engage à rembourser l'emprunt au pair au plus tard le 28 juillet 2004.

Toutefois la Banque pourra à tout moment procéder à des rachats d'obligations sur le marché ou de gré à gré après y avoir été préalablement autorisée par l'Institut Monétaire

Luxembourgeois qui s'assurera que les coefficients de solvabilité et d'immobilisé visés aux articles 23 et 24 de la loi du 27 novembre 1984 relative à la surveillance du secteur financier, sont respectés.

La Banque se réserve le droit, moyennant un préavis de 30 jours au moins, de rembourser par anticipation la totalité de l'emprunt à tout moment au pair de la valeur nominale, majoré des intérêts courus, moyennant l'accord préalable de l'Institut Monétaire Luxembourgeois, au cas où une modification des lois fiscales luxembourgeoises ou des traités auxquels le Grand-Duché de Luxembourg est partie, ou une modification dans l'application de ces lois ou traités, modification entrant en vigueur après le 26 novembre 1993, affecterait les paiements du principal et/ou des intérêts des obligations.

La Banque avisera les porteurs d'obligations, en observant un préavis de 30 jours au moins, de son intention de procéder à un remboursement anticipé, suivant les dispositions du point V ci-après.

V) Paiement des intérêts et du principal

La Banque ne sera pas tenue de vérifier la capacité ou le droit des porteurs d'obligations ou de coupons.

Les intérêts et le principal seront payables sur simple remise des coupons et des obligations, sans frais pour le porteur, aux guichets de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat.

Les obligations remboursables cesseront de porter intérêt à partir de la date prévue pour leur remboursement.

Les obligations devront être présentées au remboursement munies de tous les coupons non échus; le montant des coupons non échus manquants sera déduit du montant en principal à rembourser et le montant en principal ainsi déduit en rapport avec tout coupon non échu manquant sera payé à tout moment sur remise du coupon non échu manquant dont il s'agit, avant l'entrée en vigueur de sa prescription, telle que prévue au point III ci-avant.

Les intérêts et les plus-values produits par les obligations du présent emprunt sont passibles de l'impôt sur le revenu dans le chef des contribuables luxembourgeois conformément aux dispositions légales en vigueur.

Les obligations sont passibles, d'autre part, de l'impôt sur la fortune dans le chef des contribuables luxembourgeois conformément aux dispositions légales régissant l'impôt sur la fortune.

Actuellement le paiement des obligations remboursables et des coupons est effectué par la Banque sans déduction de taxes, impôts, ou autre charges prélevés au Grand-Duché de Luxembourg.

Pour le cas où, en vertu des lois fiscales luxembourgeoises ou des traités auxquels le Grand-Duché de Luxembourg est partie, un paiement quelconque au Grand-Duché ou hors de ce pays, représentant des intérêts, une prime éventuelle ou le principal des obligations, serait soumis à une retenue au titre de quelque taxe ou impôt luxembourgeois que ce soit, la Banque n'effectuera pas de majorations du montant à payer de façon telle qu'après déduction de la retenue, le présentateur des coupons ou des obligations reçoive le montant total alors dû tel qu'imprimé sur ceux-ci, le tout sous réserve des lois et règlements en vigueur sur les différentes places étrangères.

VI) Subordination

Les obligations sont subordonnées à toutes autres dettes actuelles et futures de la Banque envers les tiers - à l'exception de toutes dettes qui seraient elles-mêmes subordonnées - en ce sens que les obligations seront inférieures en rang à toutes dettes exigibles de la Banque et même à toutes dettes non exigibles, en cas de concordat judiciaire ou amiable, exécution pour saisie et en cas de mise en liquidation de la Banque (excepté dans le cadre d'une absorption par une autre société assumant l'actif et le passif de la Banque) et ne pourront être remboursées qu'après apurement complet en principal et intérêts de ces autres dettes exigibles ou même non-exigibles dans les cas ci-avant visés.

Il en résulte que, jusqu'à leur terme de remboursement, les obligations peuvent être considérées par tous les créanciers de la Banque et par les bénéficiaires d'engagements de celle-ci comme un complément de ses fonds propres conformément à la circulaire 90/69 de l'Institut Monétaire Luxembourgeois concernant l'assimilation d'un emprunt subordonné aux moyens propres.

VII) Cotation en Bourse

Les obligations seront cotées officiellement à la Bourse de Luxembourg.

VIII) Remplacement d'obligations et de coupons

Lorsqu'une obligation ou un coupon se trouveront détériorés, détruits, volés ou perdus, ils pourront être remplacés, la Banque se réservant le droit de déterminer les conditions de preuve et les garanties à lui fournir par les porteurs, ainsi que les frais à leur charge, sans préjudice de la loi du 16 mai 1891 concernant la perte de titres au porteur. Les demandes de remplacement peuvent être déposées aux guichets de la Banque.

Dans tous les cas de détérioration d'obligations ou de coupons, ceux-ci devront être restitués à la Banque avant la délivrance d'une nouvelle obligation ou d'un nouveau coupon.

IX) Représentation des obligataires

Conformément à la loi du 9 avril 1987 concernant la représentation des obligataires, modifiant les articles 86 à 95 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, un ou plusieurs représentants de la masse des obligataires, ayant pour mission de représenter les intérêts des obligataires vis-à-vis de la Banque, peuvent être désignés par l'assemblée générale des obligataires pendant la durée de l'emprunt.

X) Avis

Tous les avis aux porteurs des obligations seront faits par publication au Mémorial, Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, ainsi que dans les principaux journaux publiés quotidiennement au Luxembourg.

Pour la validité des avis, la publication au Mémorial est suffisante.

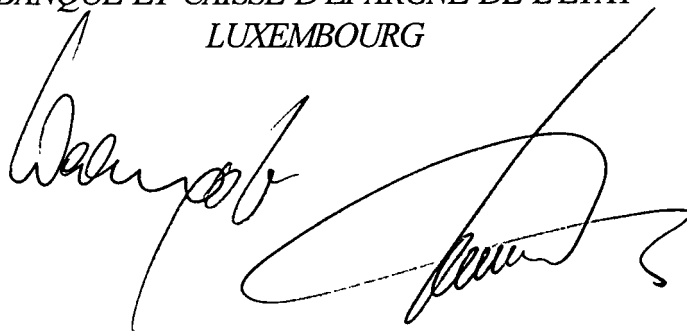
XI) Droit applicable et juridiction

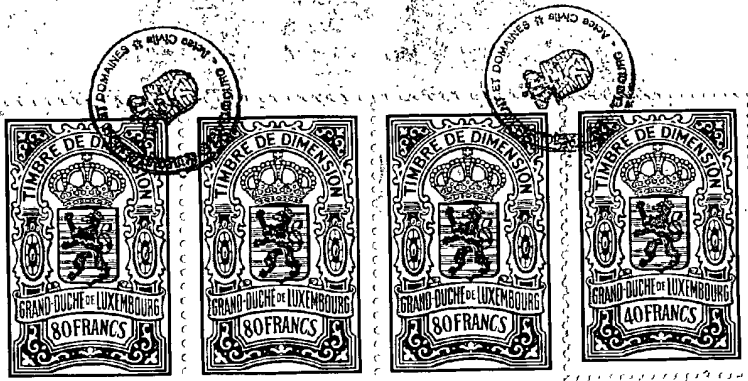
Le présent emprunt est régi par le droit luxembourgeois.

Tout différend entre les obligataires d'une part, la Banque d'autre part, auquel le présent emprunt pourrait donner lieu, sera soumis aux juridictions luxembourgeoises.

Luxembourg, le 26 juillet 1994.

BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT
LUXEMBOURG





Enregistré à Luxembourg A.C., le 28 JUIL. 1994
Vol. 457 fol. : 33 case : 08
Reçu cent francs
frs 100.-

Le Receveur

Déposé au registre de commerce
et des sociétés de Luxembourg

le 29 JUIL. 1994

le préposé Alfred
p.d.

BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG

Siège social : 1, place de Metz

L-2954 LUXEMBOURG

R.C. Luxembourg B 30775

380

NOTICE

déposée au Greffe du Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg en exécution de l'article 80 de la loi du 10 août 1915 concernant le régime des sociétés commerciales telle qu'elle a été modifiée par la loi du 23 novembre 1972 en vue de l'offre en souscription publique et de l'admission à la Cote Officielle de la Bourse de Luxembourg de l'emprunt obligataire BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG 1.000.000.000 de francs luxembourgeois 7% 1993-2003.

I) Constitution

Instaurée à l'aube de l'industrialisation et du "décollage" de l'économie luxembourgeoise par la loi du 21 février 1856, sous la dénomination de CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT DU GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG, la BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG, constitue le plus ancien institut financier du Luxembourg. En vertu d'un arrêté ministériel du 12 avril 1972, elle a été autorisée à faire suivre son nom de la mention "Banque de l'Etat". Aux termes de la loi du 16 juin 1930, la BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG est un établissement public autonome doté de la personnalité juridique et elle jouit de l'autonomie financière d'administration et de gestion.

Dans le cadre de la loi du 24 mars 1989 portant sur la réforme du statut et des organes de la Banque, la dénomination actuelle de "BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG" a été adoptée.

II) Objet social

La Banque a pour objet de faire, seule, ou en participation, soit pour elle-même soit pour compte de tiers, avec toute personne physique ou juridique, toutes opérations bancaires et financières ainsi que toutes opérations analogues, connexes ou accessoires à celles-ci.

La Banque peut faire en outre toutes autres opérations se rattachant directement ou indirectement à son objet ou tendant à favoriser la réalisation de celui-ci.

III) Sièges sociaux

Le siège social est établi à Luxembourg, 1, place de Metz. Par décision du conseil d'administration, la Banque peut établir des filiales, succursales, sièges administratifs, bureaux de représentation, agences et autres établissements dans le Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

IV) Fonds propres

Le capital souscrit de la Banque atteint sept milliards (7.000.000.000) de francs et appartient à l'Etat.

Les fonds propres comprenant le capital social, les réserves avant la répartition du bénéfice de l'exercice 1991 à l'exclusion des provisions atteignent quatorze milliards deux cent dix-sept millions neuf cent six mille six cent dix-huit francs (14.217.906.618).

La banque a émis les emprunts subordonnés suivants :

LUF 1.000.000.000.-	9,000%	1991/1998
LUF 1.500.000.000.-	9,000%	1992/2000
LUF 500.000.000.-	8,125%	1992/2000
LUF 1.000.000.000.-	7,250%	1993/2001
LUF 1.000.000.000.-	7,000%	1993/2003 (le présent emprunt)

V) Charges hypothécaires

Les biens et droits de la Banque ne sont pas grevés de charges hypothécaires.

VI) Administration et surveillance

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président :

M. Corneille BRUCK,	Luxembourg (jusqu'au 30.06.1993.)
M. Victor ROD,	Directeur au Commissariat aux Assurances, Howald
	(président à partir du 16.07.1993.)

Vice-Président :

M. Armand BERCHEM, Administrateur Délégué de la Mutualité d'Aide aux Artisans et de la Fiduciaire des Petites et Moyennes Entreprises, Niederanven (Vice-Président à partir du 16.07.1993.)

Administrateurs :

<i>M. Pierre HAAG,</i>	<i>Représentant du Personnel, Luxembourg</i>
<i>M. Jean HAMES,</i>	<i>Représentant du Personnel, Luxembourg</i>
<i>M. Norbert HAUPERT,</i>	<i>1^{er} Conseiller de Gouvernement au Ministère des Classes Moyennes et du Tourisme, Mondercange (à partir du 16.07.1993.)</i>
<i>M. Marc ORIGER,</i>	<i>Conseiller Economique 1^{re} classe au Service Central de la Statistique et des Etudes Economiques, Luxembourg</i>
<i>M. Georges SCHMIT,</i>	<i>Conseiller de Gouvernement 1^{re} classe au Ministère de l'Economie, Esch-sur-Alzette</i>
<i>M. Fernand SPELTZ,</i>	<i>Conseiller à la Chambre de Travail, Howald</i>
<i>M. Paul ZIMMER,</i>	<i>Directeur adjoint à l'Imprimerie Saint-Paul, Bofferdange</i>

COMMISSAIRE DE SURVEILLANCE

M. Yves MERSCH, Directeur du Trésor, Luxembourg

COMITE DE DIRECTION

Président :

M. Raymond KIRSCH, Directeur Général, Steinsel

Membres :

<i>M. Henri GERMEAUX,</i>	<i>Directeur Général adjoint, Luxembourg</i>
<i>M. Paul KOSTER,</i>	<i>Directeur, Howald</i>
<i>M. Jean-Paul KRAUS,</i>	<i>Directeur, Bertrange</i>
<i>M. François MAY,</i>	<i>Directeur, Betzdorf</i>

VII) Emprunt à émettre

L'émission du présent emprunt a été autorisée par le Conseil d'Administration de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, dans sa séance du 31 mars 1993 et approuvée par décision du Ministre du Trésor du 23 avril 1993. Les conditions et modalités de l'emprunt ont été approuvées par le Conseil d'Administration au cours de sa réunion du 27 octobre 1993.

Par le fait de souscrire à l'emprunt ou d'acquérir des obligations, les obligataires sont censés connaître et accepter toutes les dispositions et conditions de l'emprunt ci-après, qui seront reproduites sur les titres.

Conditions de l'emprunt

I) Montant nominal et titres

Le montant nominal de l'emprunt est de 1.000.000.000 (un milliard) de francs luxembourgeois (le franc luxembourgeois étant désigné ci-après par le mot "franc").

Les obligations seront représentées par des titres au porteur en coupures de 50.000 et 500.000 francs.

II) Intérêts

Les obligations seront productives d'intérêts à partir du 26 novembre 1993. Elles seront munies de coupons payables le 26 novembre de chaque année.

Le premier coupon viendra à échéance le 26 novembre 1994.

Le taux d'intérêt est fixé à 7% l'an.

III) Prescription

Les coupons se prescrivent cinq ans après leur échéance et les obligations dix ans après la date fixée pour leur remboursement.

IV) Remboursement

La BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG (ci-après dénommée "la Banque") s'engage à rembourser l'emprunt au pair au plus tard le 26 novembre 2003.

Toutefois la Banque pourra à tout moment procéder à des rachats d'obligations sur le marché ou de gré à gré après y avoir été préalablement autorisée par l'Institut Monétaire Luxembourgeois qui s'assurera que les coefficients de solvabilité et d'immobilisé visés aux articles 23 et 24 de la loi du 27 novembre 1984 relative à la surveillance du secteur financier, sont respectés.

La Banque se réserve le droit, moyennant un préavis de 30 jours au moins, de rembourser par anticipation la totalité de l'emprunt à tout moment au pair de la valeur nominale, majoré des intérêts courus, moyennant l'accord préalable de l'Institut Monétaire Luxembourgeois, au cas où une modification des lois fiscales luxembourgeoises ou des traités auxquels le Grand-Duché de Luxembourg est partie, ou une modification dans l'application de ces lois ou traités, modification entrant en vigueur après le 26 novembre 1993, affecterait les paiements du principal et/ou des intérêts des obligations.

La Banque avisera les porteurs d'obligations, en observant un préavis de 30 jours au moins, de son intention de procéder à un remboursement anticipé, suivant les dispositions du point V ci-après.

V) Paiement des intérêts et du principal

La Banque ne sera pas tenue de vérifier la capacité ou le droit des porteurs d'obligations ou de coupons.

Les intérêts et le principal seront payables sur simple remise des coupons et des obligations, sans frais pour le porteur, aux guichets de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat.

Les obligations remboursables cesseront de porter intérêt à partir de la date prévue pour leur remboursement.

Les obligations devront être présentées au remboursement munies de tous les coupons non échus; le montant des coupons non échus manquants sera déduit du montant en principal à rembourser et le montant en principal ainsi déduit en rapport avec tout coupon non échu manquant sera payé à tout moment sur remise du coupon non échu manquant dont il s'agit, avant l'entrée en vigueur de sa prescription, telle que prévue au point III ci-avant.

Les intérêts et les plus-values produits par les obligations du présent emprunt sont passibles de l'impôt sur le revenu dans le chef des contribuables luxembourgeois conformément aux dispositions légales en vigueur.

Les obligations sont passibles, d'autre part, de l'impôt sur la fortune dans le chef des contribuables luxembourgeois conformément aux dispositions légales régissant l'impôt sur la fortune.

Actuellement le paiement des obligations remboursables et des coupons est effectué par la Banque sans déduction de taxes, impôts, ou autre charges prélevés au Grand-Duché de Luxembourg.

Pour le cas où, en vertu des lois fiscales luxembourgeoises ou des traités auxquels le Grand-Duché de Luxembourg est partie, un paiement quelconque au Grand-Duché ou hors de ce pays, représentant des intérêts, une prime éventuelle ou le principal des obligations, serait soumis à une retenue au titre de quelque taxe ou impôt luxembourgeois que ce soit, la Banque n'effectuera pas de majorations du montant à payer de façon telle qu'après déduction de la retenue, le présentateur des coupons ou des obligations reçoive le montant total alors dû tel qu'imprimé sur ceux-ci, le tout sous réserve des lois et règlements en vigueur sur les différentes places étrangères.

VI) Subordination

Les obligations sont subordonnées à toutes autres dettes actuelles et futures de la Banque envers les tiers - à l'exception de toutes dettes qui seraient elles-mêmes subordonnées - en ce sens que les obligations seront inférieures en rang à toutes dettes exigibles de la Banque et même à toutes dettes non exigibles, en cas de concordat judiciaire ou amiable, exécution pour saisie et en cas de mise en liquidation de la Banque (excepté dans le cadre d'une absorption par une autre société assumant l'actif et le passif de la Banque) et ne pourront être remboursées qu'après apurement complet en principal et intérêts de ces autres dettes exigibles ou même non-exigibles dans les cas ci-avant visés.

Il en résulte que, jusqu'à leur terme de remboursement, les obligations peuvent être considérées par tous les créanciers de la Banque et par les bénéficiaires d'engagements de celle-ci comme un complément de ses fonds propres conformément à la circulaire 90/69 de l'Institut Monétaire Luxembourgeois concernant l'assimilation d'un emprunt subordonné aux moyens propres.

VII) Cotation en Bourse

Les obligations seront cotées officiellement à la Bourse de Luxembourg.

VIII) Remplacement d'obligations et de coupons

Lorsqu'une obligation ou un coupon se trouveront détériorés, détruits, volés ou perdus, ils pourront être remplacés, la Banque se réservant le droit de déterminer les conditions de preuve et les garanties à lui fournir par les porteurs, ainsi que les frais à leur charge, sans préjudice de la loi du 16 mai 1891 concernant la perte de titres au porteur. Les demandes de remplacement peuvent être déposées aux guichets de la Banque.

Dans tous les cas de détérioration d'obligations ou de coupons, ceux-ci devront être restitués à la Banque avant la délivrance d'une nouvelle obligation ou d'un nouveau coupon.

IX) Représentation des obligataires

Conformément à la loi du 9 avril 1987 concernant la représentation des obligataires, modifiant les articles 86 à 95 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, un ou plusieurs représentants de la masse des obligataires, ayant pour mission de représenter les intérêts des obligataires vis-à-vis de la Banque, peuvent être désignés par l'assemblée générale des obligataires pendant la durée de l'emprunt.

X) Avis

Tous les avis aux porteurs des obligations seront faits par publication au Mémorial, Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, ainsi que dans les principaux journaux publiés quotidiennement au Luxembourg.

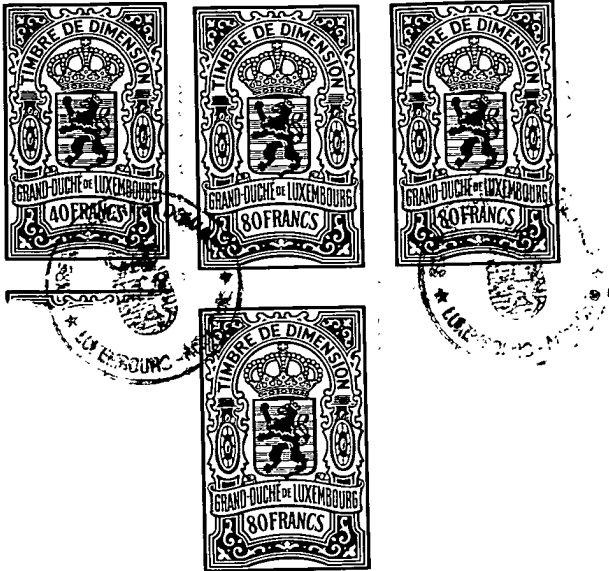
Pour la validité des avis, la publication au Mémorial est suffisante.

XI) Droit applicable et juridiction

Le présent emprunt est régi par le droit luxembourgeois.

Tout différend entre les obligataires d'une part, la Banque d'autre part, auquel le présent emprunt pourrait donner lieu, sera soumis aux juridictions luxembourgeoises.

Two handwritten signatures in black ink, likely representing the Bank and the bondholders' representatives.



19 NOV. 1993

Enregistre a Luxembourg A.C., le _____

Vol. 1 448 fol. 1 23 case 1 8

Reçu cent francs

ln 100.

Le Receveur

A large, stylized handwritten signature in black ink, likely belonging to the official mentioned in the adjacent text.

Déposé au registre de commerce
et des sociétés de Luxembourg

le 22 NOV. 1993

le préposé
p.d.

A handwritten signature in black ink, likely belonging to the official mentioned in the adjacent text.

B 30775

380

BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG*Siège social : 1, place de Metz***L-2954 LUXEMBOURG***R.C. Luxembourg B 30775*

N O T I C E

déposée au Greffe du Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg en exécution de l'article 80 de la loi du 10 août 1915 concernant le régime des sociétés commerciales telle qu'elle a été modifiée par la loi du 23 novembre 1972 en vue de l'offre en souscription publique et de l'admission à la Cote Officielle de la Bourse de Luxembourg de l'emprunt obligataire **BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG** 1.000.000.000 de francs luxembourgeois 7,25 % 1993-2001.

I) Constitution

Instaurée à l'aube de l'industrialisation et du "décollage" de l'économie luxembourgeoise par la loi du 21 février 1856, sous la dénomination de **CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT DU GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG**, la **BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG**, constitue le plus ancien institut financier du Luxembourg. En vertu d'un arrêté ministériel du 12 avril 1972, elle été autorisée à faire suivre son nom de la mention "Banque de l'Etat". Aux termes de la loi du 16 juin 1930, la **BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG** est un établissement public autonome doté de la personnalité juridique et elle jouit de l'autonomie financière d'administration et de gestion.

Dans le cadre de la loi du 24 mars 1989 portant sur la réforme du statut et des organes de la Banque, la dénomination actuelle de "**BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG**" a été adoptée.

II) Objet social

La Banque a pour objet de faire, seule, ou en participation, soit pour elle-même soit pour compte de tiers, avec toute personne physique ou juridique, toutes opérations bancaires et financières ainsi que toutes opérations analogues, connexes ou accessoires à celles-ci.

La Banque peut faire en outre toutes autres opérations se rattachant directement ou indirectement à son objet ou tendant à favoriser la réalisation de celui-ci.

III) Sièges sociaux

Le siège social est établi à Luxembourg, 1, place de Metz. Par décision du conseil d'administration, la Banque peut établir des filiales, succursales, sièges administratifs, bureaux de représentation, agences et autres établissements dans le Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

IV) Fonds propres

Le capital souscrit de la Banque atteint sept milliards (7.000.000.000) de francs et appartient à l'Etat.

Les fonds propres comprenant le capital social, les réserves avant la répartition du bénéfice de l'exercice 1991 à l'exclusion des provisions atteignent quatorze milliards deux cent dix-sept millions neuf cent six mille six cent dix-huit francs (14.217.906.618).

La banque a émis les emprunts subordonnés suivants :

<i>LUF 1.000.000.000.-</i>	<i>9,000%</i>	<i>1991/1998</i>
<i>LUF 1.500.000.000.-</i>	<i>9,000%</i>	<i>1992/2000</i>
<i>LUF 500.000.000.-</i>	<i>8,125%</i>	<i>1992/2000</i>
<i>LUF 1.000.000.000.-</i>	<i>7,250%</i>	<i>1993/2001 (le présent emprunt)</i>

V) Charges hypothécaires

Les biens et droits de la Banque ne sont pas grevés de charges hypothécaires.

VI) Administration et surveillance

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président :

M. Corneille BRUCK, Luxembourg

Membres :

M. Armand BERCHEM, Administrateur Délégué de la Mutualité d'Aide aux Artisans et de la Fiduciaire des Petites et Moyennes Entreprises, Niederanven
M. Pierre HAAG, Représentant du Personnel, Luxembourg
M. Jean HAMES, Représentant du Personnel, Luxembourg (à partir du 17 octobre 1992)
M. Marc ORIGER, Conseiller Economique 1re classe au Service Central de la Statistique et des Etudes Economiques, Luxembourg (à partir du 7 février 1992)
M. Emile RAUCHS, Représentant du Personnel, Bertrange (jusqu'au 16 octobre 1992)
M. Victor ROD, Directeur au Commissariat aux Assurances, Howald
M. Georges SCHMIT, Conseiller de Gouvernement 1re classe au Ministère de l'Economie, Esch-sur-Alzette
M. Fernand SPELTZ, Conseiller à la Chambre de Travail, Howald
M. Robert WEIDES, Directeur du Service Central de la Statistique et des Etudes Economiques, Bofferdange (jusqu'au 6 février 1992):
M. Paul ZIMMER, Directeur adjoint à l'Imprimerie Saint-Paul, Bofferdange

COMMISSAIRE DE SURVEILLANCE

M. Yves MERSCH, Directeur du Trésor, Luxembourg

COMITE DE DIRECTION

Président :

M. Raymond KIRSCH, Directeur Général, Steinsel

Membres :

M. Henri GERMEAUX, Directeur Général adjoint, Luxembourg
M. Paul KOSTER, Directeur, Howald
M. Jean-Paul KRAUS, Directeur, Bertrange
M. François MAY, Directeur, Betzdorf

VII) Emprunt à émettre

L'émission du présent emprunt a été autorisée par le Conseil d'Administration de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, dans sa séance du 31 mars 1993 et approuvée par décision du Ministre du Trésor du 23 avril 1993. Les conditions et modalités de l'emprunt ont été approuvées par le Conseil d'Administration au cours de sa réunion du 7 mai 1993.

Par le fait de souscrire à l'emprunt ou d'acquérir des obligations, les obligataires sont censés connaître et accepter toutes les dispositions et conditions de l'emprunt ci-après, qui seront reproduites sur les titres.

Conditions de l'emprunt

I) Montant nominal et titres

Le montant nominal de l'emprunt est de 1.000.000.000 (un milliard) de francs luxembourgeois (le franc luxembourgeois étant désigné ci-après par le mot "franc").

Les obligations seront représentées par des titres au porteur en coupures de 50.000 et 500.000 francs.

II) Intérêts

Les obligations seront productives d'intérêts à partir du 8 juin 1993. Elles seront munies de coupons payables le 8 juin de chaque année.

Le premier coupon viendra à échéance le 8 juin 1994.

Le taux d'intérêt est fixé à 7,25 % l'an.

III) Prescription

Les coupons se prescrivent cinq ans après leur échéance et les obligations dix ans après la date fixée pour leur remboursement.

IV) Remboursement

La BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG (ci-après dénommée "la Banque") s'engage à rembourser l'emprunt au pair au plus tard le 8 juin 2001.

Toutefois la Banque pourra à tout moment procéder à des rachats d'obligations sur le marché ou de gré à gré après y avoir été préalablement autorisée par l'Institut Monétaire Luxembourgeois qui s'assurera que les coefficients de solvabilité et d'immobilisé visés aux articles 23 et 24 de la loi du 27 novembre 1984 relative à la surveillance du secteur financier, sont respectés.

La Banque se réserve le droit, moyennant un préavis de 30 jours au moins, de rembourser par anticipation la totalité de l'emprunt à tout moment au pair de la valeur nominale, majoré des intérêts courus, moyennant l'accord préalable de l'Institut Monétaire Luxembourgeois, au cas où une modification des lois fiscales luxembourgeoises ou des traités auxquels le Grand-Duché de Luxembourg est partie, ou une modification dans l'application de ces lois ou traités, modification entrant en vigueur après le 8 juin 1993, affecterait les paiements du principal et/ou des intérêts des obligations.

La Banque avisera les porteurs d'obligations, en observant un préavis de 30 jours au moins, de son intention de procéder à un remboursement anticipé, suivant les dispositions du point V ci-après.

V) Paiement des intérêts et du principal

La Banque ne sera pas tenue de vérifier la capacité ou le droit des porteurs d'obligations ou de coupons.

Les intérêts et le principal seront payables sur simple remise des coupons et des obligations, sans frais pour le porteur, aux guichets de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat.

Les obligations remboursables cesseront de porter intérêt à partir de la date prévue pour leur remboursement.

Les obligations devront être présentées au remboursement munies de tous les coupons non échus; le montant des coupons non échus manquants sera déduit du montant en principal à rembourser et le montant en principal ainsi déduit en rapport avec tout coupon non échu manquant sera payé à tout moment sur remise du coupon non échu manquant dont il s'agit, avant l'entrée en vigueur de sa prescription, telle que prévue au point III ci-avant.

Les intérêts et les plus-values produits par les obligations du présent emprunt sont passibles de l'impôt sur le revenu dans le chef des contribuables luxembourgeois conformément aux dispositions légales en vigueur.

Les obligations sont passibles, d'autre part, de l'impôt sur la fortune dans le chef des contribuables luxembourgeois conformément aux dispositions légales régissant l'impôt sur la fortune.

Actuellement le paiement des obligations remboursables et des coupons est effectué par la Banque sans déduction de taxes, impôts, ou autre charges prélevés au Grand-Duché de Luxembourg.

Pour le cas où, en vertu des lois fiscales luxembourgeoises ou des traités auxquels le Grand-Duché de Luxembourg est partie, un paiement quelconque au Grand-Duché ou hors de ce pays, représentant des intérêts, une prime éventuelle ou le principal des obligations, serait soumis à une retenue au titre de quelque taxe ou impôt luxembourgeois que ce soit, la Banque n'effectuera pas de majorations du montant à payer de façon telle qu'après déduction de la retenue, le présentateur des coupons ou des obligations reçoive le montant total alors dû tel qu'imprimé sur ceux-ci, le tout sous réserve des lois et règlements en vigueur sur les différentes places étrangères.

VI) Subordination

Les obligations sont subordonnées à toutes autres dettes actuelles et futures de la Banque envers les tiers - à l'exception de toutes dettes qui seraient elles-mêmes subordonnées - en ce sens que les obligations seront inférieures en rang à toutes dettes exigibles de la Banque et même à toutes dettes non exigibles, en cas de concordat judiciaire ou amiable, exécution pour saisie et en cas de mise en liquidation de la Banque (excepté dans le cadre d'une absorption par une autre société assumant l'actif et le passif de la Banque) et ne pourront être remboursées qu'après apurement complet en principal et intérêts de ces autres dettes exigibles ou même non-exigibles dans les cas ci-avant visés.

Il en résulte que, jusqu'à leur terme de remboursement, les obligations peuvent être considérées par tous les créanciers de la Banque et par les bénéficiaires d'engagements de celle-ci comme un complément de ses fonds propres conformément à la circulaire 90/69 de l'Institut Monétaire Luxembourgeois concernant l'assimilation d'un emprunt subordonné aux moyens propres.

VII) Cotation en Bourse

Les obligations seront cotées officiellement à la Bourse de Luxembourg.

VIII) Remplacement d'obligations et de coupons

Lorsqu'une obligation ou un coupon se trouveront détériorés, détruits, volés ou perdus, ils pourront être remplacés, la Banque se réservant le droit de déterminer les conditions de preuve et les garanties à lui fournir par les porteurs, ainsi que les frais à leur charge, sans préjudice de la loi du 16 mai 1891 concernant la perte de titres au porteur. Les demandes de remplacement peuvent être déposées aux guichets de la Banque.

Dans tous les cas de détérioration d'obligations ou de coupons, ceux-ci devront être restitués à la Banque avant la délivrance d'une nouvelle obligation ou d'un nouveau coupon.

IX) Représentation des obligataires

Conformément à la loi du 9 avril 1987 concernant la représentation des obligataires, modifiant les articles 86 à 95 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, un ou plusieurs représentants de la masse des obligataires, ayant pour mission de représenter les intérêts des obligataires vis-à-vis de la Banque, peuvent être désignés par l'assemblée générale des obligataires pendant la durée de l'emprunt.

X) Avis

Tous les avis aux porteurs des obligations seront faits par publication au Mémorial, Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, ainsi que dans les principaux journaux publiés quotidiennement au Luxembourg.

Pour la validité des avis, la publication au Mémorial est suffisante.

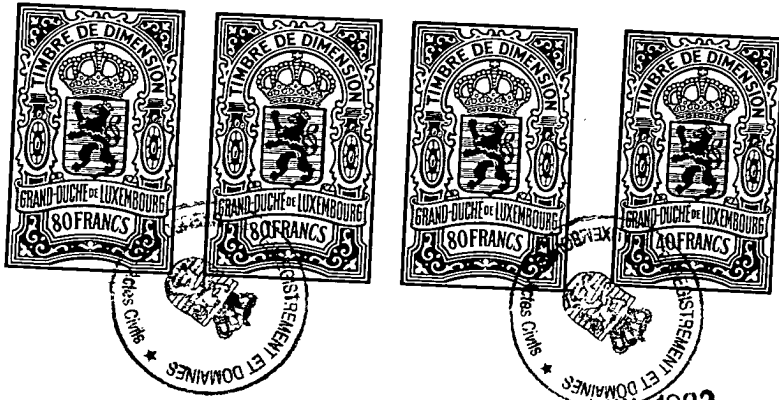
XI) Droit applicable et juridiction

Le présent emprunt est régi par le droit luxembourgeois.

Tout différend entre les obligataires d'une part, la Banque d'autre part, auquel le présent emprunt pourrait donner lieu, sera soumis aux juridictions luxembourgeoises.



Paul WARINGO
Sous-Directeur



Enregistre à Luxembourg A.C., le 1 JUIN 1993

Vol.: 443 fol.: 55 case: 8

Reçu cent francs

frs 100.-

Le Receveur p.d.

Marie Rey

Déposé au registre de commerce
et des sociétés de Luxembourg

le - 3 JUIN 1993

le préposé,

33775
BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG

Siège social : 1, place de Metz

L-2954 LUXEMBOURG

R. C. Luxembourg B 30775

NOTICE

déposée au Greffe du Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg en exécution de l'article 80 de la loi du 10 août 1915 concernant le régime des sociétés commerciales telle qu'elle a été modifiée par la loi du 23 novembre 1972 en vue de l'offre en souscription publique et de l'admission à la Cote Officielle de la Bourse de Luxembourg de l'emprunt obligataire BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG 1.500.000.000 de francs luxembourgeois 9 % 1992-2000.

1) Constitution

Instaurée à l'aube de l'industrialisation et du "décollage" de l'économie luxembourgeoise par la loi du 21 février 1856, sous la dénomination de CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT DU GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG, la BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG, constitue le plus ancien institut financier du Luxembourg. En vertu d'un arrêté ministériel du 12 avril 1972, elle était autorisée à faire suivre son nom de la mention "Banque de l'Etat". Aux termes de la loi du 16 juin 1930, la BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG, est un établissement public autonome doté de la personnalité juridique et elle jouit de l'autonomie financière d'administration et de gestion.

Dans le cadre de la loi du 24 mars 1989 portant sur la réforme du statut et des organes de la Banque, la dénomination actuelle de "BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG" a été adoptée.

II) Objet social

La Banque a pour objet de faire, seule, ou en participation, soit pour elle-même soit pour compte de tiers, avec toute personne physique ou juridique, toutes opérations bancaires et financières ainsi que toutes opérations analogues, connexes ou accessoires à celles-ci.

La Banque peut faire en outre toutes autres opérations se rattachant directement ou indirectement à son objet ou tendant à favoriser la réalisation de celui-ci.

III) Siège social

Le siège social est établi à Luxembourg, 1, place de Metz. Par décision du Conseil d'administration, la société peut établir des filiales, succursales, sièges administratifs, bureaux de représentation, agences et autres établissements dans le Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

IV) Fonds propres

Le capital souscrit de la Banque atteint sept milliards (7.000.000.000) de francs et appartient à l'Etat.

Les fonds propres comprenant le capital social, les réserves avant la répartition du bénéfice de l'exercice 1991 à l'exclusion des provisions atteignent treize milliards soixante trois millions cinq cent trente-deux mille quatre cent soixante-six francs (13.063.532.466).

La banque a émis les emprunts subordonnés suivants:

<i>LUF 1.000.000.000,--</i>	<i>9,000 % 1991/1998</i>	
<i>LUF 1.500.000.000,--</i>	<i>9,000 % 1992/2000</i>	<i>(le présent emprunt)</i>

V) Charges hypothécaires

Les biens et droits de la Banque ne sont pas grevés de charges hypothécaires.

VI) Administration et surveillance

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président :

M. Corneille BRUCK, Luxembourg

Membres :

M. Armand BERCHEM, Administrateur Délégué de la Mutualité d'Aide aux Artisans et de la Fiduciaire des Petites et Moyennes Entreprises, Niederaanven

M. Pierre HAAG, Représentant du Personnel, Luxembourg

M. Emile RAUCHS, Représentant du Personnel, Bertrange

M. Victor ROD, Commissaire aux Assurances, Howald

M. Georges SCHMIT, Conseiller de Gouvernement 1re classe au Ministère de l'Economie, Luxembourg

M. Fernand SPELTZ, Conseiller à la Chambre de Travail, Howald

M. Robert WEIDES, Directeur du Service Central de la Statistique et des Etudes Economiques (STATEC), Bofferdange (jusqu'au 6 février 1992):

M. Marc ORIGER, Conseiller Economique 1re classe au Service Central de la Statistique et des Etudes Economiques (STATEC), Luxembourg (à partir du 7 février 1992)

M. Paul ZIMMER, Premier Conseiller de Gouvernement au Ministère d'Etat, Bofferdange

COMMISSAIRE DE SURVEILLANCE

M. Yves MERSCH, Directeur du Trésor, Luxembourg

COMITE DE DIRECTION

Président :

M. Raymond KIRSCH, Directeur Général, Steinsel

Membres :

M. Henri GERMEAUX, Directeur Général adjoint, Luxembourg

M. Paul KOSTER, Directeur, Howald

M. Jean-Paul KRAUS, Directeur, Bertrange

M. François MAY, Directeur, Betzdorf

VII) Emprunt à émettre

1) Montant nominal et titres

Le montant nominal de l'emprunt est de 1.500.000.000.- (un milliard cinq cent millions) de francs luxembourgeois (le franc luxembourgeois étant désigné ci-après par le mot "franc").

Les obligations seront représentées par des titres au porteur en coupures de 50.000 et 500.000 francs.

2) Intérêts

Les obligations seront productives d'intérêts à partir du 10 juillet 1992. Elles seront munies de coupons annuels payables le 10 juillet de chaque année.

Le premier coupon viendra à échéance le 10 juillet 1993.

Le taux d'intérêt est fixé à 9 % l'an.

3) Prescription

Les coupons se prescrivent cinq ans après leur échéance et les obligations dix ans après la date fixée pour leur remboursement.

4) Remboursement

La BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG (ci-après dénommée "la Banque") s'engage à rembourser l'emprunt au pair au plus tard le 10 juillet 2000.

Toutefois la Banque pourra à tout moment procéder à des rachats d'obligations sur le marché ou de gré à gré après y avoir été préalablement autorisée par l'Institut Monétaire Luxembourgeois qui s'assurera que les coefficients de solvabilité et d'immobilisé visés aux articles 23 et 24 de la loi du 27 novembre 1984 relative à la surveillance du secteur financier, sont respectés.

La Banque se réserve le droit, moyennant un préavis de 30 jours au moins, de rembourser par anticipation la totalité de l'emprunt à tout moment au pair de la valeur nominale, majoré des intérêts courus, moyennant l'accord préalable de l'Institut Monétaire Luxembourgeois, au cas où une modification des lois fiscales luxembourgeoises ou des traités auxquels le Grand-Duché de Luxembourg est partie, ou une modification dans l'application de ces lois ou traités, modification entrant en vigueur après le 10 juillet 1992, affecterait les paiements du principal et/ou des intérêts des obligations.

La Banque avisera les porteurs d'obligations, en observant un préavis de 30 jours au moins, de son intention de procéder à un remboursement anticipé, suivant les dispositions du point 7 ci-après.

5) Paiement des intérêts et du principal

La Banque ne sera pas tenue de vérifier la capacité ou le droit des porteurs d'obligations ou de coupons.

Les intérêts et le principal seront payables sur simple remise des coupons et des obligations, sans frais pour le porteur, aux guichets de la BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG.

Les obligations remboursables cesseront de porter intérêt à partir de la date prévue pour leur remboursement.

Les obligations devront être présentées au remboursement munies de tous les coupons non échus; le montant des coupons non échus manquants sera déduit du montant en principal à rembourser et le montant en principal ainsi déduit en rapport avec tout coupon non échu manquant sera payé à tout moment sur remise du coupon non échu manquant dont il s'agit, avant l'entrée en vigueur de sa prescription, telle que prévue au point 3 ci-avant.

Les intérêts et les plus-values produits par les obligations du présent emprunt sont passibles de l'impôt sur le revenu dans le chef des contribuables luxembourgeois conformément aux dispositions légales en vigueur.

Les obligations sont passibles, d'autre part, de l'impôt sur la fortune dans le chef des contribuables luxembourgeois conformément aux dispositions légales régissant l'impôt sur la fortune.

Actuellement le paiement des obligations remboursables et des coupons est effectué par la Banque sans déduction de taxes, impôts, ou autres charges prélevés au Grand-Duché de Luxembourg.

Pour le cas où, en vertu des lois fiscales luxembourgeois ou des traités auxquels le Grand-Duché de Luxembourg est partie, un paiement quelconque au Grand-Duché ou hors de ce pays, représentant des intérêts, une prime éventuelle ou le principal des obligations, serait soumis à une retenue au titre de quelque taxe ou impôt luxembourgeois que ce soit, la Banque n'effectuera pas de majorations du montant à payer de façon telle qu'après déduction de la retenue, le présentateur des coupons ou des obligations reçoive le montant total alors dû tel qu'imprimé sur ceux-ci, le tout sous réserve des lois et règlements en vigueur sur les différentes places étrangères.

6) Subordination

Les obligations sont subordonnées à toutes autres dettes actuelles et futures de la Banque envers les tiers - à l'exception de toutes dettes qui seraient elles-mêmes subordonnées - en ce sens que les obligations seront inférieures en rang à toutes dettes exigibles de la Banque et même à toutes dettes non exigibles, en cas de concordat judiciaire ou amiable, exécution pour saisie et en cas de mise en liquidation de la Banque (excepté dans le cadre d'une absorption par une autre société assumant l'actif et le passif de la Banque) et ne pourront être remboursées qu'après apurement complet en principal et intérêts de ces autres dettes exigibles ou même non-exigibles dans les cas ci-avant visés.

Il en résulte que, jusqu'à leur terme de remboursement, les obligations peuvent être considérées par tous les créanciers de la Banque et par les bénéficiaires d'engagements de celle-ci comme un complément de ses fonds propres conformément à la circulaire 90/69 de l'Institut Monétaire Luxembourgeois concernant l'assimilation d'un emprunt subordonné aux moyens propres.

7) Cotation en bourse

Les obligations seront cotées officiellement à la Bourse de Luxembourg.

8) Remplacement d'obligations et de coupons

Lorsqu'une obligation ou un coupon se trouveront détériorés, détruits, volés ou perdus, ils pourront être remplacés, la Banque se réservant le droit de déterminer les conditions de preuve et les garanties à lui fournir par les porteurs, ainsi que les frais à leur charge, sans préjudice de la loi du 16 mai 1891 concernant la perte de titres au porteur. Les demandes de remplacement peuvent être déposées aux guichets de la Banque.

Dans tous les cas de détérioration d'obligations ou de coupons, ceux-ci devront être restitués à la Banque avant la délivrance d'une nouvelle obligation ou d'un nouveau coupon.

9) Représentation des obligataires

Conformément à la loi du 9 avril 1987 concernant la représentation des obligataires, modifiant les articles 86 à 95 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, un ou plusieurs représentants de la masse des obligataires, ayant pour mission de représenter les intérêts des obligataires vis-à-vis de la Banque, peuvent être désignés par l'assemblée générale des obligataires pendant la durée de l'emprunt.

10) Avis

Tous les avis aux porteurs des obligations seront faits par publication au Mémorial, Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, ainsi que dans les principaux journaux publiés quotidiennement au Luxembourg.

Pour la validité des avis, la publication au Mémorial est suffisante.

11) Droit applicable et juridiction

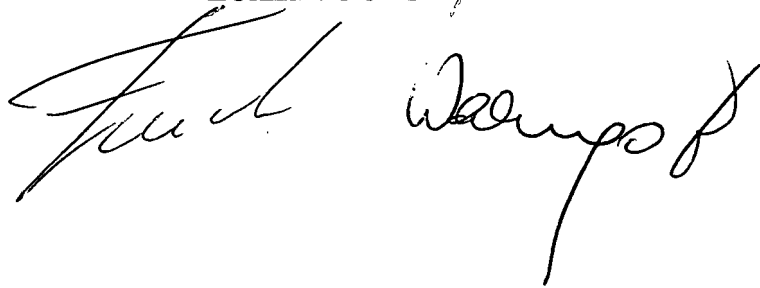
Le présent emprunt est régi par le droit luxembourgeois.

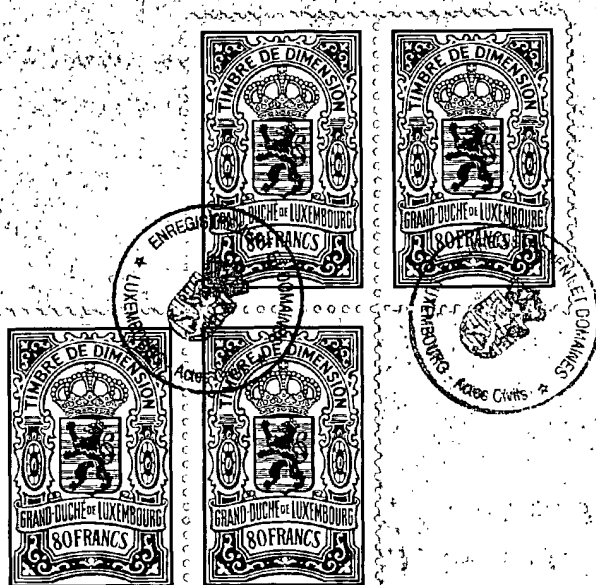
Tout différend entre les obligataires d'une part, la Banque d'autre part, auquel le présent emprunt pourrait donner lieu, sera soumis aux juridictions luxembourgeoises.

Luxembourg, le 12 juin 1992

Pour les vendeurs

**BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT
LUXEMBOURG**





Enregistré à Luxembourg A.C., le 15 JUIN 1992

Vol.: 433 fol.: 8 case: 8

Reçu cent francs
frs 100.-

Le Receveur,

Déposé au registre de commerce
et des sociétés de Luxembourg

le 16 JUIN 1992

le préposé,

BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG

Siège social : 1, place de Metz

L-2954 LUXEMBOURG

R.C. Luxembourg B 30775

NOTICE

déposée au Greffe du Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg en exécution de l'article 80 de la loi du 10 août 1915 concernant le régime des sociétés commerciales telle qu'elle a été modifiée par la loi du 23 novembre 1972 en vue de l'offre en souscription publique et de l'admission à la Cote Officielle de la Bourse de Luxembourg de l'emprunt obligataire BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG 1.000.000.000 de francs luxembourgeois 9 % 1991-1998.

I) Constitution

Instaurée à l'aube de l'industrialisation et du "décollage" de l'économie luxembourgeoise par la loi du 21 février 1856, sous la dénomination de CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT DU GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG, la BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG, constitue le plus ancien institut financier du Luxembourg. En vertu d'un arrêté ministériel du 12 avril 1972, elle était autorisée à faire suivre son nom de la mention "Banque de l'Etat". Aux termes de la loi du 16 juin 1930, la BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG, est un établissement public autonome doté de la personnalité juridique et elle jouit de l'autonomie financière d'administration et de gestion.

Dans le cadre de la loi du 24 mars 1989 portant sur la réforme du statut et des organes de la Banque, la dénomination actuelle de "BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG" a été adoptée.

II) Objet social

La Banque a pour objet de faire, seule, ou en participation, soit pour elle-même soit pour compte de tiers, avec toute personne physique ou juridique, toutes opérations bancaires et financières ainsi que toutes opérations analogues, connexes ou accessoires à celles-ci.

- 2 -

La Banque peut faire en outre toutes autres opérations se rattachant directement ou indirectement à son objet ou tendant à favoriser la réalisation de celui-ci.

III) Siège social

Le siège social est établi à Luxembourg, 1, place de Metz. Par décision du Conseil d'administration, la société peut établir des filiales, succursales, sièges administratifs, bureaux de représentation, agences et autres établissements dans le Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

IV) Fonds propres

Le capital souscrit de la Banque atteint sept milliards (7.000.000.000) de francs et appartient à l'Etat.

Les fonds propres comprenant le capital social, les réserves avant la répartition du bénéfice de l'exercice 1990 à l'exclusion des provisions atteignent douze milliards soixante treize millions deux cent trente-deux mille deux cents francs (12.073.232.200).

La banque n'a pas de capital emprunté.

V) Charges hypothécaires

Les biens et droits de la Banque ne sont pas grevés de charges hypothécaires.

VI) Administration et surveillance

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président :

M. Corneille BRUCK, Luxembourg

Membres :

M. Armand BERCHEM, Administrateur Délégué de la Mutualité d'Aide aux Artisans et de la Fiduciaire des Petites et Moyennes Entreprises, Niederanven;

M. Pierre HAAG, Représentant du Personnel, Luxembourg;

M. Emile RAUCHS, Représentant du Personnel, Bertrange;

M. Victor ROD, Commissaire aux Assurances, Howald;

M. Georges SCHMITT, Conseiller de Gouvernement 1re classe au Ministère de l'Economie, Luxembourg;

M. Fernand SPELTZ, Conseiller à la Chambre de Travail, Howald;

M. Robert WEIDES, Directeur du Service Central de la Statistique et des Etudes Economiques (STATEC), Bofferdange;

M. Paul ZIMMER, Premier Conseiller de Gouvernement au Ministère d'Etat, Bofferdange.

17-02-2011

- 3 -

COMMISSAIRES DE SURVEILLANCE

M. Yves MERSCH, Directeur du Trésor, Luxembourg

COMITE DE DIRECTION

Président :

M. Raymond KIRSCH, Directeur Général, Luxembourg.

Membres :

M. Henri GERMEAUX, Directeur Général adjoint, Luxembourg;

M. Paul KOSTER, Directeur, Howald;

M. Jean-Paul KRAUS, Directeur, Bertrange;

M. François MAY, Directeur, Betzdorf.

VII) Emprunt à émettre

1) Montant nominal et titres

Le montant nominal de l'emprunt est de 1.000.000.000 (un milliard) de francs luxembourgeois (le franc luxembourgeois étant désigné ci-après par le mot "franc").

Les obligations seront représentées par des titres au porteur en coupures de 50.000 et 500.000 francs.

2) Intérêts

Les obligations seront productives d'intérêts à partir du 17 juillet 1991. Elles seront munies de coupons annuels payables le 17 juillet de chaque année.

Le premier coupon viendra à échéance le 17 juillet 1992.

Le taux d'intérêt est fixé à 9 % l'an.

3) Prescription

Les coupons se prescrivent cinq ans après leur échéance et les obligations dix ans après la date fixée pour leur remboursement.

4) Remboursement

La BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG (ci-après dénommée "la Banque") s'engage à rembourser l'emprunt au pair au plus tard le 17 juillet 1998.

- 4 -

Toutefois la Banque pourra à tout moment procéder à des rachats d'obligations sur le marché ou de gré à gré après y avoir été préalablement autorisée par l'Institut Monétaire Luxembourgeois qui s'assurera que les coefficients de solvabilité et d'immobilisé visés aux articles 23 et 24 de la loi du 27 novembre 1984 relative à la surveillance du secteur financier, sont respectés.

La Banque se réserve le droit, moyennant un préavis de 30 jours au moins, de rembourser par anticipation la totalité de l'emprunt à tout moment au pair de la valeur nominale, majoré des intérêts courus, moyennant l'accord préalable de l'Institut Monétaire Luxembourgeois, au cas où une modification des lois fiscales luxembourgeoises ou des traités auxquels le Grand-Duché de Luxembourg est partie, ou une modification dans l'application de ces lois ou traités, modification entrant en vigueur après le 18 juin 1991, affecterait les paiements du principal et/ou des intérêts des obligations.

La Banque avisera les porteurs d'obligations, en observant un préavis de 30 jours au moins, de son intention de procéder à un remboursement anticipé, suivant les dispositions du point 7 ci-après.

5) Paiement des intérêts et du principal

La Banque ne sera pas tenue de vérifier la capacité ou le droit des porteurs d'obligations ou de coupons.

Les intérêts et le principal seront payables sur simple remise des coupons et des obligations, sans frais pour le porteur, aux guichets de la BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG.

Les obligations remboursables cesseront de porter intérêt à partir de la date prévue pour leur remboursement.

Les obligations devront être présentées au remboursement munies de tous les coupons non échus; le montant des coupons non échus manquants sera déduit du montant en principal à rembourser et le montant en principal ainsi déduit en rapport avec tout coupon non échu manquant sera payé à tout moment sur remise du coupon non échu manquant dont il s'agit, avant l'entrée en vigueur de sa prescription, telle que prévue au point 3 ci-avant.

Les intérêts et les plus-values produits par les obligations du présent emprunt sont passibles de l'impôt sur le revenu dans le chef des contribuables luxembourgeois conformément aux dispositions légales en vigueur.

Les obligations sont passibles, d'autre part, de l'impôt sur la fortune dans le chef des contribuables luxembourgeois conformément aux dispositions légales régissant l'impôt sur la fortune.

17-02-2011

- 5 -

Actuellement le paiement des obligations remboursables et des coupons est effectué par la Banque sans déduction de taxes, impôts, ou autres charges prélevés au Grand-Duché de Luxembourg.

Pour le cas où, en vertu des lois fiscales luxembourgeoises ou des traités auxquels le Grand-Duché de Luxembourg est partie, un paiement quelconque au Grand-Duché ou hors de ce pays, représentant des intérêts, une prime éventuelle ou le principal des obligations, serait soumis à une retenue au titre de quelque taxe ou impôt luxembourgeois que ce soit, la Banque n'effectuera pas de majorations du montant à payer de façon telle qu'après déduction de la retenue, le présentateur des coupons ou des obligations reçoive le montant total alors dû tel qu'imprimé sur ceux-ci, le tout sous réserve des lois et règlements en vigueur sur les différentes places étrangères.

6) Subordination

Les obligations sont subordonnées à toutes autres dettes actuelles et futures de la Banque envers les tiers - à l'exception de toutes dettes qui seraient elles-mêmes subordonnées - en ce sens que les obligations seront inférieures en rang à toutes dettes exigibles de la Banque et même à toutes dettes non exigibles, en cas de concordat judiciaire ou amiable, exécution pour saisie et en cas de mise en liquidation de la Banque (excepté dans le cadre d'une absorption par une autre société assumant l'actif et le passif de la Banque) et ne pourront être remboursées qu'après apurement complet en principal et intérêts de ces autres dettes exigibles ou même non-exigibles dans les cas ci-avant visés.

Il en résulte que, jusqu'à leur terme de remboursement, les obligations peuvent être considérées par tous les créanciers de la Banque et par les bénéficiaires d'engagements de celle-ci comme un complément de ses fonds propres conformément à la circulaire 90/69 de l'Institut Monétaire Luxembourgeois concernant l'assimilation d'un emprunt subordonné aux moyens propres.

7) Cotation en bourse

Les obligations seront cotées officiellement à la Bourse de Luxembourg.

17-02-2011

- 6 -

8) Remplacement d'obligations et de coupons

Lorsqu'une obligation ou un coupon se trouveront détériorés, détruits, volés ou perdus, ils pourront être remplacés, la Banque se réservant le droit de déterminer les conditions de preuve et les garanties à lui fournir par les porteurs, ainsi que les frais à leur charge, sans préjudice de la loi du 16 mai 1891 concernant la perte de titres au porteur. Les demandes de remplacement peuvent être déposées aux guichets de la Banque.

Dans tous les cas de détérioration d'obligations ou de coupons, ceux-ci devront être restitués à la Banque avant la délivrance d'une nouvelle obligation ou d'un nouveau coupon.

9) Représentation des obligataires

Conformément à la loi du 9 avril 1987 concernant la représentation des obligataires, modifiant les articles 86 à 95 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, un ou plusieurs représentants de la masse des obligataires, ayant pour mission de représenter les intérêts des obligataires vis-à-vis de la Banque, peuvent être désignés par l'assemblée générale des obligataires pendant la durée de l'emprunt.

10) Avis

Tous les avis aux porteurs des obligations seront faits par publication au Mémorial, Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, ainsi que dans les principaux journaux publiés quotidiennement au Luxembourg.

Pour la validité des avis, la publication au Mémorial est suffisante.

11) Droit applicable et juridiction

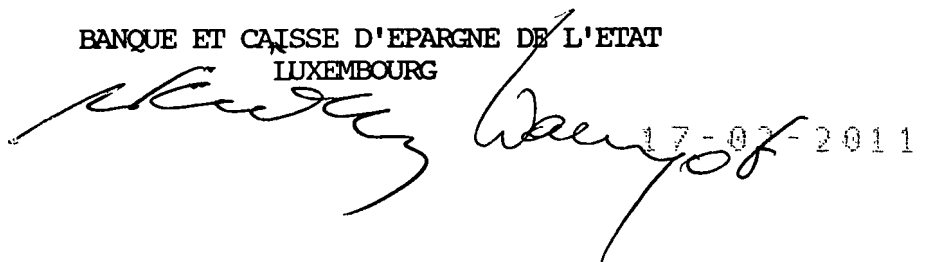
Le présent emprunt est régi par le droit luxembourgeois.

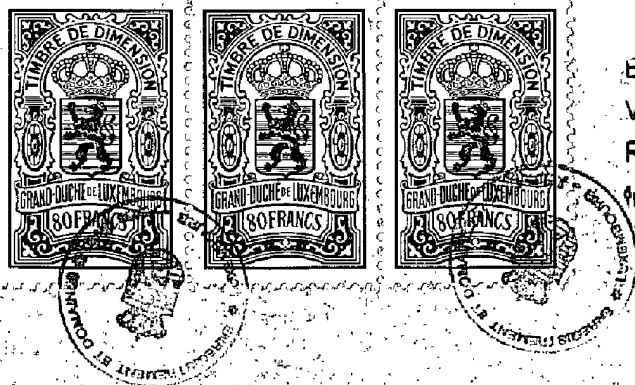
Tout différend entre les obligataires d'une part, la Banque d'autre part, auquel le présent emprunt pourrait donner lieu, sera soumis aux juridictions luxembourgeoises.

Luxembourg, le 17 juin 1991

Pour les vendeurs

BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT
LUXEMBOURG





Enregistré à Luxembourg A.C. le 18 JUIN 1991

Vol.: 42 fol.: 10 case: 3

Reçu cent francs

fr 100.

Le Receveur

[Signature]

Déposé au registre de commerce
et des sociétés de Luxembourg

le 19 JUIN 1991

le préposé,

[Signature]